

Nedjma

**La cause palestinienne
et les partisans du
socialisme**

EDITORIAL

Le rôle clarificateur de la guerre d'octobre 2023

La guerre d'octobre 2023 a transformé comme jamais auparavant Ghaza en territoire martyr. Les victimes se comptent par dizaines et dizaines de milliers, les habitations sont endommagées ou détruites à plus de 60%, la population toujours séquestrée se retrouve dans des camps de toile, affamée et assoiffée par l'armée du criminel gouvernement israélien, avec le concours passif du régime égyptien.

Les séquelles provoquées par les armes pourtant prohibées par le droit international, mais abondamment utilisées par l'armée d'occupation sur une population civile désarmée mais résistante, se feront certainement terriblement sentir à l'avenir...

Mais la guerre a joué et continue de jouer un rôle clarificateur irremplaçable. Elle a révélé aux yeux de centaines de millions de personnes qui ne s'intéressaient pas particulièrement au sort des Palestiniens la nature réelle de l'Etat d'Israël. Elles découvrent un Etat colonialiste qui cherche à expulser les Palestiniens de Ghaza et de Cisjordanie. Elles peuvent ainsi mieux imaginer comment, en 1948, cet Etat avait déjà mené, à huis clos, une guerre de purification ethnique et de spoliation de la terre des Palestiniens.

Comme tout évènement d'importance historique, **la guerre polarise.** Elle amène chacun, surtout lorsqu'elle se prolonge, à se déterminer et à choisir son camp. **Elle permet de vérifier quels sont les ennemis du**

peuple palestinien, quels sont ses faux amis, quels sont ses amis inconséquents et quels sont ses véritables amis.

Le camp des ennemis du peuple palestinien n'est pas très nombreux, mais il reste puissant. Aux côtés d'Israël se tiennent de manière inconditionnelle **les puissances impérialistes du G7 avec à leur tête les Etats-Unis d'Amérique**. Leur virulence s'avère d'autant plus hargneuse qu'elles ont entamé une phase de déclin historique. Leur domination est mondialement contestée sur les plans économique, financier, diplomatique, politique, culturel et militaire. Cette contestation atteint même leurs propres sociétés où les travailleurs et la jeunesse se mobilisent de plus en plus massivement contre leurs politiques néolibérale et impérialiste.

Les régimes arabes qui ont normalisé leurs relations diplomatiques avec l'Etat sioniste comptent également au nombre des ennemis du peuple palestinien. Au premier rang se trouvent les Emirats arabes unis, le Bahreïn, le Maroc, l'Egypte et la Jordanie, en dépit du fait que ces deux pays refusent d'accueillir les Palestiniens qu'Israël entend bannir. Tous ces régimes défendent les intérêts de fractions bourgeoises compradores dont les intérêts sont organiquement entrelacés avec ceux du capitalisme globalisé et financiarisé. Ils ont un pressant besoin de la protection du parrain américain.

Les faux amis du peuple palestinien condamnent en paroles l'agresseur israélien, mais entretiennent des relations officielles ou officieuses avec lui et n'ont pas bougé pour venir en aide aux Ghazaouis. Les régimes turc et saoudien comptent parmi les plus éminents faux amis du peuple palestinien.

Les amis inconséquents du peuple palestinien sont nombreux. Les régimes qui en font partie refusent d'établir des relations diplomatiques avec Israël tant que celui-ci n'acceptera pas la solution à deux Etats. Prêts à entériner la perte des 80% de la Palestine historique, ces régimes

n'ont pris aucune mesure de rétorsion à l'encontre les Etats qui alimentent économiquement, financièrement, militairement, diplomatiquement et politiquement la machine de guerre sioniste. Certains n'hésitent pas à diversifier et à approfondir comme jamais auparavant leurs relations avec les Etats-Unis et les autres membres de l'OTAN, pendant que ceux-ci aident Israël à massacrer les Palestiniens.

Les amis du peuple palestinien, les vrais, se composent des peuples et des forces anti-impérialistes dans le monde. **Au premier rang se trouvent les forces de l'Axe de la Résistance** qui soutiennent (régimes iranien et syrien...) ou qui combattent directement (résistances libanaise, irakienne, syrienne et yéménite) Israël et les puissances impérialistes occidentales. Viennent ensuite **les peuples qui se mobilisent de diverses manières** (manifestations, boycott...) : Jordanie, Egypte, Iran, Tunisie, Maroc... Deux pays d'Amérique latine ont rompu leurs relations diplomatiques avec Israël (Bolivie et Belize). D'autres, comme la Colombie, le Chili et le Honduras, ont rappelé leurs ambassadeurs. L'Afrique du Sud a rappelé son personnel diplomatique en Israël et appelle la Cour pénale Internationale (CPI) à arrêter le Premier ministre israélien.

La population de nombreux pays du monde sympathise également avec la cause palestinienne. Celle d'Occident se mobilise massivement au sein des métropoles impérialistes pour dénoncer la complicité criminelle de leurs dirigeants avec le gouvernement Netanyahu. **Les jeunesse d'Amérique du Nord et d'Europe** devraient peser progressivement dans les années à venir sur les équilibres politiques internes de leurs pays respectifs, dans un sens plus favorable aux Palestiniens. **La classe ouvrière** s'est également signalée par des actes concrets de solidarité. Des travailleurs et des organisations syndicales ont entravé ça et là le ravitaillement de l'armée israélienne en armes fabriquées en Europe ou aux Etats-Unis. Enfin, une **mention particulière doit être adressée aux**

nombreux juifs antisionistes qui, d'El Qods occupé, à New-York, en passant par Paris, Londres, Berlin, Sidney... expriment leur solidarité avec la Palestine et fustigent le gouvernement israélien voire même, de plus en plus, l'idéologie sioniste et l'Etat qui s'en réclame.

La guerre se poursuivant, la décantation amènera inéluctablement les Etats, les forces sociales et politiques et les individus du monde entier à se déterminer davantage. Cela nous pousse à effectuer un profond et large travail afin de sensibiliser les uns et les autres sur la nature de cette guerre, sur ses enjeux et ses origines. L'objectif politique immédiat est d'isoler et d'affaiblir davantage Israël et ses complices impérialistes et arabes.

Les réflexions rassemblées ici visent à contribuer à cette tâche. Elles s'articulent autour de deux axes essentiels : la dimension stratégique de cette guerre et sa véritable origine historique. Nous espérons qu'elles permettront d'alimenter la réflexion, le débat et qu'elles serviront au travail de sensibilisation.

6 janvier 2024

« DELUGE D'EL AQSA » طوفان الأقصى TOFAN EL AQSA

Une contribution à la relance effective et déterminante du mouvement de libération national Palestinien

La qualification de l'opération menée par le HAMAS le 7 octobre 2023 n'est pas une question secondaire.

C'est une opération de défense de la vie, de la survie et de l'existence et pas seulement une revendication du droit de résister. Car, systématiquement, l'armée sioniste a ciblé directement la population, les maisons, des hôpitaux, les écoles, les lieux de culte...

Ghaza en est à sa 7^{ième} guerre depuis le blocus en 2006. Comment qualifier la privation d'eau et d'électricité autrement que de crimes contre l'Humanité !

C'est une opération de résistance et d'espoir. Un des premiers dirigeants sionistes, Jabotinsky, affirmait, en 1923, que la seule façon de venir à bout des Palestiniens était de leur enlever l'espoir de libérer un jour la Palestine. Et voilà que cette opération démontre que l'espoir est toujours là et que la résistance n'est pas définitivement enterrée.

Dans un entretien (en février 2011) sur l'avenir du communisme, le philosophe marxiste-communiste Domenico Losurdo, avait cité un proverbe « *selon lequel l'individu considéré comme mort, et dont on prononce l'éloge funèbre alors qu'il est encore vivant, est destiné à embrasser la longévité* ». Pour le paraphraser, on peut dire que cela vaut pour la résistance palestinienne qu'on n'a pas cessé d'enterrer.

Sans aucun doute et à plus d'un titre, l'opération audacieuse et héroïque de la résistance palestinienne, a constitué un point d'inflexion majeur dans l'aiguisement de la contradiction antagonique entre le « collectif » impérialo-sioniste occidental et les peuples du monde entier.

En résonance avec les mutations géopolitiques en cours, marquées par sa contestation de plus en plus « bruyante » par les peuples, le succès de la résistance armée palestinienne a accentué la déstabilisation du front impérialiste mondial. Plus que par le passé, les dirigeants impérialistes et sionistes adoptent une politique de plus en plus violente, et sont obligés de s'afficher comme l'ennemi des peuples et ... de l'Humanité !

En réalité, en frappant avec succès l'entité sioniste, la résistance palestinienne armée a atteint toute la coalition à la tête du capitalisme mondialisé (USA, UK, Allemagne, France), coalition réputée intouchable et invincible militairement. Car depuis le mandat colonial britannique (à la fin de la 2^{ième} guerre mondiale), dans toutes les guerres menées par cette entité (notamment en 1948, 1956, 1967, 1973), la participation et le soutien militaire directs de « l'occident » impérialiste a été déterminant.

Aujourd'hui, l'entité sioniste apparaît comme une colonie collective des métropoles impérialistes états-unienne et européenne. C'est peu dire que le sort de l'entité sioniste en dépend, et que la défaite de l'un équivaut à la défaite de l'autre.

Outre les moyens de guerre phénoménaux (militaires, idéologiques et économiques), l'intensité de l'affrontement avec le fascisme colonial en Palestine ne peut se passer de la collaboration des féodalités et bourgeoisies arabes, au premier rang desquelles celles des Etats

« normalisateurs » officiels et officieux (l'Arabie Saoudite, le Qatar, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, le Bahrein, l'Égypte, la Jordanie, le Maroc, ...) qui, du fait de leurs intérêts de classe, ne peuvent entrevoir leur « salut » en dehors de leur alliance avec l'impérialisme et le sionisme. Il ne s'agit aucunement de trahison.

Au-delà des souffrances indescriptibles, du coût élevé de la résistance actuelle et à venir, en raison même de ses progrès, l'apport politique stratégique de cette initiative armée est d'avoir rendu plus clair aux yeux du plus grand nombre les deux camps de la révolution et de la contre-révolution. Partout dans le monde, la cause palestinienne a gagné en soutien et solidarité comme l'illustrent les manifestations nombreuses et massives, notamment dans les métropoles impérialistes et les pays « normalisés ». C'est un acquis qu'il importe de sauvegarder et de consolider en dépassant la seule solidarité avec des victimes passives.

A l'inverse du récit-fetwa pro-sioniste et pro-impérialiste, l'attaque du 7 octobre 2023 est soutenue par le peuple palestinien dans la diversité de ses composantes sociales, politiques et idéologiques. Toutes les factions armées et les partis politiques s'y sont associés, malgré les différences ou divergences de leurs projets de construction de l'Etat palestinien.

Il est à noter qu'il ne s'agit pas d'une armée régulière palestinienne mais d'une résistance armée populaire, dont l'atout principal est de surprendre l'ennemi comme l'enseigne l'histoire longue des luttes anticoloniales. Ces actions s'inscrivent dans le développement d'un mouvement de libération nationale.

Des civils ont été tués et peuvent être tués comme dans toute guerre. A ce propos, il importe d'abord de savoir que les colonies sionistes sont des postes avancés de l'armée sioniste et disposent d'armes d'attaque

pour s'approprier et défendre des terres volées aux Palestiniens. Ensuite, il y a une différence irréductible avec le bombardement de masse délibéré d'une population civile. En aucun cas, la violence du colonisé ne peut être équivalente à celle du colonisateur !

Cela étant, il reste illusoire de faire accroire que les Palestiniens, seuls, pourront venir à bout de la colonisation sioniste. Au moins quatre raisons peuvent expliquer que c'est là une vision sans issue, voire dangereuse :

- 1.** Cette vision ne prend pas en compte le fait que l'entité sioniste est une enclave territoriale, militaire et économique du « collectif » impérialiste occidental pour contrôler les richesses humaines et matérielles de la région, et donc que les Palestiniens ne combattent pas seulement l'entité sioniste,
- 2.** Elle renforce l'objectif sioniste, pratiquement atteint, de faire obstacle à l'entrée des pays arabes voisins dans la lutte pour la libération de la Palestine et la récupération de leurs territoires,
- 3.** Elle laisse penser que les « normalisations », les négociations, les luttes pacifiques, seules peuvent suffire pour faire triompher la cause palestinienne,
- 4.** Enfin, et surtout, elle accrédite l'idée de la possibilité d'un Etat sioniste « démocratisable » et capable d'accéder aux droits nationaux du peuple palestinien, de l'idée que les contradictions de classe internes à la société coloniale peuvent éliminer la logique sioniste de défense de la terre volée et d'expulsion du peuple palestinien.

Kamel B

6 novembre 2023

CAUSE PALESTINIENNE

Rencontre de solidarité à Alger

Le 26 octobre 2023 s'est tenue au siège du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP) à Alger, une rencontre de solidarité avec la cause du peuple palestinien et sa Résistance pour sa libération nationale. Cette rencontre a regroupé une soixantaine de citoyens algériens, de militants progressistes et de partisans du socialisme qui ont écouté les interventions du camarade Ahmed Hamami, représentant du FDLP à Alger, puis du cinéaste algérien Abdelkrim Baba-Aïssa. Elles seront suivies d'un échange entre les présents.

Les introductions et interventions ont porté sur l'opération « *Déluge d'El Aqsa* » et son contexte marqué, en particulier en Cisjordanie et à El Aqsa, par des opérations de spoliation des terres et des biens des Palestiniens ainsi que d'assassinats perpétrés par les colons. Au niveau international, le processus en cours de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël menaçait la cause palestinienne d'enterrement.

La réaction criminelle de l'occupant s'acharnant sur la population civile de Ghaza et le soutien inconditionnel et massif des dirigeants impérialistes à l'occupant ont été dénoncés ainsi que l'attitude des régimes arabes qualifiant l'opération Déluge d'El Aqsa de terroriste. La réaction timorée de nombreux autres a été relevée.

La solidarité active des forces de l'Axe de la résistance sera en revanche saluée ainsi que l'immense mouvement de solidarité populaire dans le monde arabe et, surtout, en Occident.

Pour plus de détails, voir ci-dessous le lien de la vidéo de la rencontre :
[Solidarité avec le peuple Palestinien \(youtube.com\)](https://www.youtube.com/watch?v=...)

LE PEUPLE PALESTINIEN PEUT-IL SE LIBERER ?

Éléments de stratégie

« *La stratégie sans tactique est le chemin le plus lent vers la victoire.
La tactique sans stratégie est le bruit avant la défaite.* »

Sun Tzu

A chaque combat d'ensemble doit correspondre une démarche stratégique

Les partisans du socialisme¹ ne peuvent se contenter de mener des combats partiels, immédiats, locaux, sans vision globale et sans plan d'ensemble. Ils ne peuvent réduire leur vision et leur action à des combats tactiques en attendant l'éclatement d'une crise révolutionnaire produite par une catastrophe naturelle, économique, sociale, politique ou militaire. Une catastrophe qui provoquerait mécaniquement l'effondrement de l'adversaire ou de l'ennemi et la mobilisation active et soudaine des travailleurs et/ou du peuple. Une telle mobilisation spontanée ne peut triompher que si elle s'inscrit dans le cadre d'une vision stratégique qui l'oriente et lui permet de déployer toute sa

1. L'expression « *partisans du socialisme* » désigne ici les militants et groupes politiques qui considèrent que la cause profonde des crises qui agitent le monde en général et chaque pays en particulier réside dans le système capitaliste. C'est pourquoi ils le combattent et prônent un projet de société sans exploitation ni domination, le communisme, dont le socialisme représente la première phase. Cela ne signifie pas que le socialisme représente la réponse immédiate à chaque crise conjoncturelle, nationale ou internationale.

puissance, de réaliser toutes ses potentialités et de lui donner ainsi toute son efficacité. Dans le cas contraire, la défaite, souvent cuisante, est assurée.

Les partisans du socialisme doivent donc impérativement développer une vision stratégique à l'échelle de leur pays comme ils doivent développer des stratégies aux niveaux régional (Sahel, Monde arabe...) et mondial.

Les stratégies ne sont pas des textes sacrés. Elles relèvent d'une démarche scientifique, c'est-à-dire d'hypothèses, d'objectifs, de plans et de mesures qui doivent être mises en pratique et validées ou infirmées par celle-ci. Elles doivent faire l'objet de bilans et d'appréciations réguliers en vue de les compléter, de les rectifier, voire de les abandonner et d'en changer. Une stratégie est un remède déterminé visant à soigner un mal déterminé. Si ce remède ne fonctionne pas en pratique, il faut en tirer toutes les leçons et en adopter un nouveau.

Les articles qui suivent abordent justement le conflit sous un angle stratégique. Il s'agit d'une invitation à engager la réflexion et le débat sur ces questions pour savoir exactement quel est notre objectif, mais également pour déterminer les moyens et le meilleur chemin d'y parvenir.

Une avancée stratégique majeure

La stratégie consiste à définir le but final d'un combat politique et/ou militaire et à déterminer les moyens et modalités² à mettre en œuvre pour l'atteindre. Le caractère stratégique d'une action réside dans sa capacité à peser sur une situation politique ou militaire d'ensemble. A l'inverse, **la tactique définit des buts limités et des moyens et modalités à mettre en œuvre en vue de peser sur une situation partielle (locale, sectorielle...) et remporter ainsi une victoire utile mais qui ne modifie pas fondamentalement le rapport de forces global.**

Les guerres³ que Ghaza a connues au cours des quinze années précédant le « *Déluge d'El Aqsa* » n'influaient pas globalement sur l'évolution du conflit entre le peuple palestinien, d'une part, et Israël, d'autre part. Elles avaient une portée tactique. En revanche, la guerre ouverte le 7 octobre 2023 a provoqué des changements majeurs sur l'ensemble du conflit. Elle possède de ce fait une portée stratégique incontestable.

La fin du mythe de l'invincibilité de l'armée sioniste

A l'automne 2023, Israël a subi, pour la première fois depuis sa création en 1948, une offensive sur « son » territoire qui n'est en réalité que celui

2. Il s'agit du recours ou non à la violence, des modes d'action militaires, politiques et syndicaux et de leur articulation, du choix des formes de lutte, d'organisation, d'alliances...

3. Citons ici les agressions israéliennes *Plomb durci* en 2008-2009, *Pilier de défense* en 2012, *Bordure protectrice* en 2014. D'autres agressions interviendront en mai 2021, en 2022 et en mai 2023.

de la Palestine occupée. Son armée a subi d'importantes pertes militaires en matériel et en soldats (tués, blessés et prisonniers).

Les services de renseignement israéliens⁴ qui surveillent en permanence les Palestiniens à partir de la terre, de la mer, des airs et de l'espace et qui sont alimentés en informations par des services de renseignement occidentaux et arabes n'ont pas prévu l'opération du 7 octobre ni tenu compte de l'alerte des services secrets égyptiens.

L'armée d'occupation s'est révélée incapable d'atteindre les buts de guerre fixés par le gouvernement Netanyahu. Elle n'a pas découvert le Quartier général du Hamas ni détruit le réseau de souterrains de la Résistance. En dépit des moyens colossaux et criminels employés, cette dernière est toujours debout. Disposant du soutien de son peuple, elle porte de rudes coups à l'armée sioniste. Par ailleurs, le transfert de la population de Ghaza sur le sol égyptien s'est révélé impossible à réaliser du fait du double refus de la population palestinienne et du gouvernement de Sissi.

Ainsi, la réputation d'invincibilité de l'armée israélienne a volé en éclat. Il est vrai que son aviation domine le ciel du Proche-Orient et qu'elle dispose d'une force de frappe redoutable du fait de son arsenal nucléaire. Elle a d'ailleurs défait à plusieurs reprises des armées arabes coalisées (1967 et 1973). Mais la guerre d'octobre 2023 a confirmé, après celles de 2000 et de 2006 au Liban, que cette armée ultra-puissante ne pouvait empêcher des forces de résistance beaucoup plus modestes de lui infliger des défaites. Cela constitue un encouragement à la lutte armée contre Israël, en Palestine et dans toute la région arabe. C'est par la résistance armée et non par la négociation que la Palestine se libèrera.

4. Ils se composent du Shin Bet (renseignement intérieur), d'Aman (renseignement militaire), du Magav (corps des Gardes-frontières) et du Mossad (renseignement extérieur).

La cause palestinienne a retrouvé sa centralité politique

A la veille du 7 octobre, **la cause palestinienne était en voie d'enterrement.**

En Cisjordanie et à El Qods, la colonisation se développait sous la protection de la police et de l'armée sionistes. 192 Palestiniens, dont 40 enfants, avaient été tués depuis le 1^{er} janvier par des militaires, des policiers ou des colons qui menaient de véritables pogroms⁵. Des terres et des maisons palestiniennes étaient détruites ou confisquées au profit de colons. La mosquée d'El Aqsa faisait l'objet de profanations permanentes de la part de sionistes exaltés qui rêvent de la détruire afin d'édifier à sa place un nouveau Mont du Temple. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants croupissaient dans les geôles sionistes, souvent sans jugement.

La Bande de Ghaza était une véritable prison à ciel ouvert dans laquelle survivaient plus de deux millions de Palestiniens qui ne pouvaient en sortir et dont les conditions de vie dépendaient de l'aide extérieure et du bon-vouloir israélien. La radicalisation à droite de la société israélienne se traduisait par une hégémonie des idées colonialistes, expansionnistes, racistes, ethnistes auxquelles correspondait, sur le plan politique, une domination des forces de droite et d'extrême-droite. L'Autorité palestinienne n'avait aucun interlocuteur israélien désireux de parvenir à la mise en œuvre des Accords d'Oslo. Elle continuait cependant à collaborer avec l'Etat sioniste pour assurer la sécurité de l'occupant. Minée par la corruption, elle n'était plus en mesure de lui résister. Elle avait perdu sa crédibilité et ne pesait plus politiquement. Au plan régional, on assistait au renforcement du processus de normalisation avec Israël de la part des Emirats arabes unis, du Maroc

5. Il s'agit d'attaques violentes, de ratonades, de massacres de juifs perpétrés par des populations dans l'Empire tzariste (la Russie prérévolutionnaire) et dans d'autres Etats d'Europe.

et de Bahreïn. De nombreux accords étaient signés par ces gouvernements, sans que la situation du peuple palestinien ne s'améliore. Le nombre de régimes arabes candidats à la normalisation avec Israël augmentait. L'Arabie Saoudite s'apprêtait à les rejoindre. Et l'Égypte du « Maréchal » assumait avec fidélité avec Israël son rôle de co-geôlier de la Bande de Ghaza.

L'offensive du 7 octobre a propulsé la cause palestinienne au sommet de l'actualité politique régionale et même mondiale. Elle a favorisé la mobilisation politique des masses en Cisjordanie et donné un coup de fouet à la résistance armée qui y défend la population contre les colons et les forces d'occupation. En dépit d'une honteuse criminelle propagande sioniste et occidentale relayée par les grands médias internationaux, la renommée de la Résistance palestinienne en général et du Hamas en particulier a atteint son zénith.

La crise politique qui secoue Israël depuis la réforme de la Justice engagée par le gouvernement d'extrême-droite ne s'est pas refermée. Elle couve de plus belle entre les ultras qui sont prêts à exterminer les Palestiniens sans se soucier des prisonniers israéliens aux mains de la Résistance et ceux qui cherchent d'abord à sauver les prisonniers israéliens.

Certes, sauf embrasement généralisé de toute la région, le processus de normalisation pourrait reprendre après la guerre. Mais à court terme, il a été gelé par l'Arabie Saoudite. Le Sultanat d'Oman a gelé l'autorisation de survol de son espace aérien accordée il y a huit mois aux avions israéliens. Le personnel diplomatique israélien au Maroc, en Égypte, en Turquie et à Bahreïn a été rapatrié alors que les touristes étaient invités à quitter ces pays. Les régimes du Président Sissi et du roi Abdallah refusent depuis le début le projet israélo-américain de déportation de la population de Ghaza vers l'Égypte, prélude à celle de la population de Cisjordanie vers la Jordanie.

Surtout, le projet de libération de la Palestine, le projet d'un seul Etat du « fleuve à la mer », connaît une nouvelle jeunesse. Certes, les régimes arabes réaffirment avec force la solution à deux Etats. Les alliés occidentaux d'Israël en font de même. Cela ne les engage en rien mais contribue néanmoins à isoler l'Etat sioniste qui refuse obstinément la perspective de partage de la Palestine et qui poursuit son entreprise de nettoyage ethnique par une suicidaire guerre d'extermination des Palestiniens.

Enfin, *last but not least*, **cette nouvelle guerre participe à la remise en cause de l'ordre mondial impérialiste occidental unipolaire. Comme y contribuent la guerre en Ukraine, la lutte des peuples et régimes anti-impérialistes du Sahel, la contestation du militarisme américain en mer de Chine et en Corée et les luttes sociales et politiques dans le monde.** De ce fait, cette guerre fait également avancer, objectivement, la lutte anticapitaliste mondiale contre un système qui menace le genre humain et le vivant en général. L'élaboration d'une **stratégie mondiale de remise en cause progressiste, donc anticapitaliste, devient urgente.**

L'Etat d'Israël et le sionisme délégitimés

En dépit des moyens déployés, la grossière et criminelle propagande sioniste a fini par se retourner contre Israël. Armés de caméras, les combattants ont filmé toutes leurs actions le 7 octobre. Des voix libres en Israël et dans le monde ont par la suite confirmé, par des enquêtes, témoignages et reportages, le récit palestinien. Aucun enfant ne fut décapité, aucune femme enceinte ne fut éventrée. Aucune ne fut violée. Il s'avéra à l'inverse que l'armée sioniste avait délibérément et indistinctement tué des Palestiniens et des Israéliens.

Le massacre systématique de la population de Ghaza perpétré depuis plus de trois mois par Israël est en revanche couvert et diffusé quotidiennement en direct malgré l'assassinat de plus de 100

journalistes. Des vidéos circulent sur les réseaux sociaux et sur un nombre de plus en plus grand de télévisions à travers le monde. Plus personne ne peut cacher la réalité. **La Résistance palestinienne a gagné la bataille des récits.**

Israël apparaît aujourd'hui sous son vrai visage, celui de l'Etat qui a été imposé par les grandes puissances en 1948, sous couvert de l'ONU. La population palestinienne fut massacrée, terrorisée, spoliée de ses terres et de ses biens et jetée hors de sa patrie par des colons sionistes venus d'Europe. Ce fut la nakba. L'image d'Israël dans le monde s'est effondrée. A l'inverse, celle des Palestiniens qui résistent avec des armes légères au rouleau compresseur sioniste soutenu par la plus grande puissance militaire du monde et ses alliés est portée aux nues par la population mondiale, occidentale en particulier. Des combattants qui s'attaquent avant tout aux soldats israéliens. **L'opinion publique occidentale a massivement basculé du côté palestinien.** Dans l'imaginaire international, au sein de la jeunesse en particulier, la Palestine est désormais le petit David qui affronte le géant Goliath.

Un puissant mouvement de solidarité avec le peuple palestinien se développe à l'échelle mondiale. De Los Angeles à Djakarta, en passant par Londres, Berlin, Paris, Ankara, Sanaa, Beyrouth, Amman, Tehéran... d'immenses manifestations fustigent la politique israélienne. Aux Etats-Unis et en Europe, les manifestants mettent en cause leurs propres gouvernements qui soutiennent inconditionnellement Israël contre le peuple palestinien. On assiste, dans la jeunesse en particulier, à l'émergence d'un nouveau mouvement anti-impérialiste. Il est difficile de prévoir avec précision quels effets politiques ce mouvement produira sur le plan politique interne à chaque pays. Nul doute qu'il sera important. Comme lors de la guerre du Vietnam et peut-être davantage encore.

La meilleure preuve du basculement de l'opinion publique internationale réside dans **l'affirmation d'un mouvement juif opposé à la politique du gouvernement israélien**. « *Pas en notre nom* », tel est le mot d'ordre de ce mouvement qui refuse de servir de caution au massacre de Palestiniens commis par le gouvernement Netanyahu. **Une partie des juifs israéliens et d'autres pays vont même plus loin en s'interrogeant voire en remettant carrément en cause le sionisme**. Ces juifs antisionistes dénoncent la nature colonialiste, raciste, expansionniste et, de plus en plus, théocratique de l'Etat d'Israël.

L'impérialisme occidental apparaît sous son véritable jour

Le lien indissociable qui unit Israël aux puissances impérialistes occidentales a été perçu pour la première fois par des centaines de millions de personnes à travers le monde. Des personnes qui ne s'intéressaient pas à la Palestine et dont beaucoup ne savaient même pas la situer sur une carte. Soutiens inconditionnel et vital d'Israël, **le masque de « facilitateur de paix » des Etats-Unis est tombé**. Idem pour le masque de « régimes démocratiques » des autres pays occidentaux. Proclamant immédiatement « *le droit inconditionnel d'Israël à se défendre* », ils ont fourni renseignements, armes et munitions au gouvernement d'extrême-droite de Netanyahu. Ils ont dépêché une armada au Proche-Orient (porte-avions, navires, sous-marins...) et menacé la Résistance libanaise et l'Iran des pires représailles s'ils s'avisait d'attaquer Israël. Les Etats-Unis s'opposent même, à ce jour, à tout cessez-le-feu dans la bande de Gaza. Ces régimes ont été jusqu'à interdire les marques de soutien à la cause palestinienne dans leurs pays respectifs. Ils sont complices des crimes commis par l'Etat sioniste. Cette attitude est tout à fait compréhensible. Les impérialistes occidentaux ont besoin d'Israël pour reproduire leur domination sur la stratégique région du Grand Moyen-Orient (GMO) qui s'étend de la

Mauritanie au Pakistan et de la Turquie à la Somalie. Ils en ont besoin pour assurer leur contrôle sur les matières premières et les voies de communication maritimes (canal de Suez, détroit de Bab al-Mandab, détroit d'Ormuz...). Ils en ont également besoin pour préserver leur suprématie face à leurs rivaux chinois et russe. Enfin, ils en ont besoin pour diviser les Etats arabes et faciliter leur entreprise de domination. Israël, de son côté, ne pourrait survivre sans l'appui politique, diplomatique, économique, financier et militaire occidental. **Affronter Israël revient ainsi**, comme nous pouvons le constater actuellement, **à affronter directement les puissances impérialistes occidentales en général et les Etats-Unis en particulier**. Les affronter militairement là où cela est possible (Palestine, Irak, Syrie, Yémen...) et les affronter politiquement, diplomatiquement et économiquement partout. **La portée stratégique** du rapport organique qu'entretiennent les impérialistes occidentaux avec l'Etat sioniste est considérable. Elle peut s'énoncer ainsi : **la satisfaction des aspirations nationales légitimes du peuple palestinien, comme celle du peuple sahraoui, ne peut se concevoir que dans le cadre général de la lutte contre l'ordre impérialiste régional qui se compose des puissances occidentales, d'Israël et des régimes arabes « normalisés »**.

Un autre apport stratégique de la guerre d'octobre 2023 réside dans le fait que **la Résistance palestinienne a gagné un allié de choix à travers le mouvement de solidarité qui se déploie en Occident**. Ce mouvement retombera-t-il après la guerre ? Ne va-t-il pas plutôt s'approfondir et s'élargir jusqu'à menacer les métropoles impérialistes occidentales qui soutiennent la guerre d'extermination de l'Etat sioniste ? Peut-il se transformer en un mouvement anti-impérialiste permanent ? Peut-il passer, en totalité ou en partie, du stade de la contestation de la domination impérialiste à la contestation du capitalisme qui est en

dernière instance la cause ultime des crises sociales et des guerres qui se multiplient sur terre ? A quel point peut-il espérer peser sur les équilibres politiques et sociaux internes à ces sociétés et modifier par ricochet une partie des relations internationales en faveur des peuples dominés ? Quelle place les travailleurs et leurs organisations syndicales et politiques occuperont-elles dans ce nouveau paysage ? Il est trop tôt pour répondre à ces questions, mais elles sont devenues incontournables pour les partisans du socialisme, ceux en particulier des pays du centre.

Les régimes arabes entre complicité avec Israël et impuissance

Au niveau des régimes arabes, la décantation s'est approfondie à la faveur de l'opération « Déluge d'El Aqsa ». Le mythe de l'unité arabe et de la Ligue arabe ne tient plus la route devant la différenciation entre deux camps distincts mais qui ne se confrontent pas directement.

Le premier camp, celui des régimes « normalisés », se compose des plus fervents alliés d'Israël qui ont clairement dénoncé l'attaque du 7 octobre comme une « action terroriste ». Ces régimes ont bradé depuis longtemps la cause palestinienne. Leur référence à l'initiative de paix arabe de 2002 d'échange de la terre contre la paix est purement formelle. Leur collaboration active avec le gouvernement d'extrême-droite israélien signifie qu'ils cautionnent en réalité le projet d'annexion de Ghaza et de la Cisjordanie et d'expulsion de leurs populations respectives vers les pays arabes voisins.

Dans ce camp, les Emirats arabes unis (EAU), le Bahreïn et le Maroc ont confirmé leur statut de leaders incontestés des complices arabes de l'Etat sioniste. Ce camp compte également dans ses rangs la Jordanie et l'Egypte. L'opposition des régimes de Sissi et de Abdallah au transfert des Palestiniens sur leurs sols respectifs ne constitue par l'expression d'une solidarité à l'égard de ce peuple martyr. Elle représente plutôt un

simple réflexe de survie de la part de régimes qui ne veulent pas avoir à gérer le problème palestinien à la place d'Israël. Non content de jouer depuis très longtemps et conjointement avec Israël le rôle de geôlier de la population de Ghaza, le régime égyptien a averti dès le 4 octobre l'Etat sioniste qu'une attaque palestinienne se tramait. Et il maintient fermé depuis le point de passage de Rafah.

Le second camp comprend les régimes qui ont qualifié l'opération « Déluge d'El Aqsa » d'action d'un mouvement de résistance et non d'action terroriste. Opposé aux Accords d'Abraham, il est formé des régimes syrien, libanais, irakien, libyen, tunisien, mauritanien, algérien et sahraoui (République arabe sahraouie démocratique-RASD). Ceux-ci **adhèrent à l'initiative arabe de paix de 1982 basée sur l'échange de la terre contre la paix.** Ce camp rappelle quelque peu feu le « front de la fermeté » qui s'opposa dans les années 1970 à Israël, aux Etats-Unis et à leurs alliés arabes. Mais il n'est pas homogène dans sa résistance. La situation interne dramatique de certains de ces pays et les agressions dont ils furent victimes ces dernières décennies ont fortement affaibli leur capacité à affronter Israël. Cette fonction est désormais assumée par des mouvements populaires de résistance. Les mutations sociale et politique qu'ont connues certains autres régimes de ce camp ont émoussé leur détermination à affronter les puissances alliées occidentales d'Israël, ne serait-ce que sur les terrains économique et politique.

Entre ces deux camps se situe un marais politique formé de régimes qui oscillent entre les Accords d'Abraham et l'initiative arabe de paix de 1982. Le Koweït, le Qatar, Oman et, surtout, l'Arabie Saoudite forment ce camp. A la veille du 7 octobre, le régime de Mohamed Ben Salman était sur le point de normaliser ses relations avec Israël... Il devrait poursuivre dans cette voie dès la fin de la guerre sauf si la région s'embrase.

Les trois aspects stratégiques de la guerre actuelle

. **Elle se mène sur plusieurs fronts.** Cela ne s'était plus produit depuis 1973. Israël fait militairement face à l'Axe de la Résistance qui part de la Palestine et s'étend au Yémen au Sud, au Liban au Nord et à l'Irak à l'Est. Séparées géographiquement, inégales en termes de puissance militaire, mais politiquement coordonnées les forces de cet Axe sont unies autour d'un objectif politique commun, celui du recouvrement par le peuple palestinien de ses droits nationaux bafoués et de la libération de tous les peuples de la région de la domination impérialiste occidentale.

. **Elle possède un caractère asymétrique.** Il y a, d'un côté, une armée israélienne moderne, puissante, dotée de l'arme nucléaire et soutenue par l'ensemble des puissances militaires occidentales. De l'autre côté, lui font face des mouvements de résistance armée ne disposant ni d'aviation ni de flotte maritime, à l'exception du Yémen de Sanaa qui présente désormais toutes les caractéristiques d'un Etat, même s'il ne règne que sur une partie du pays. Aucune des armées conventionnelles des autres Etats arabes n'est engagée dans le conflit. Les résistances sont l'expression armée des peuples de la région qui n'acceptent ni la spoliation de la Palestine ni la normalisation des régimes arabes avec Israël ni la domination impérialiste occidentale. Ces Résistances mènent une guerre populaire prolongée dont l'Etat sioniste ne peut venir à bout.

. **Elle se mène également contre l'armée américaine.** Directement en Irak, en Syrie, au Yémen où les forces de résistances s'attaquent aux bases, aux navires et aux drones américains. Et même à Ghaza où des forces spéciales américaines ont été engagées. Et indirectement dans toute la région du Proche-Orient où les Etats-Unis ont déployé une armada.

L'Axe de la Résistance régionale bouleverse la donne stratégique

Ces trois aspects stratégiques modifient substantiellement le cadre et les conditions de l'affrontement ainsi que le rapport de forces militaire et politique global.

Certes, à Ghaza, la Résistance palestinienne reste dans une situation de défensive stratégique. Son but, depuis le 8 octobre, est de sauvegarder sa base d'appui que l'ennemi tente d'anéantir. Elle cherche aussi à empêcher une nouvelle nakba des habitants de Ghaza massacrés et sommés par Israël de quitter ce petit morceau de la Palestine historique pour s'exiler en Egypte.

L'armée sioniste cherche de son côté à reconquérir la Bande de Ghaza pour y détruire l'infrastructure militaire et logistique de la Résistance, liquider sa direction et tuer le maximum de combattants, en particulier du Hamas et du Djihad qui sont les deux principaux mouvements de résistance.

La position de défensive stratégique de la Résistance palestinienne ne l'empêche pas d'effectuer des opérations tactiques offensives comme celle du 7 octobre menée en territoire « israélien ». Son but n'était pas de reconquérir du terrain et d'en chasser Israël, mais de lui porter un rude coup militaire, politique et symbolique. Il s'agissait aussi de se forger une monnaie d'échange en vue de libérer les prisonniers palestiniens. Ce coup militaire s'est traduit par la mise hors d'état de combat de nombreux soldats et officiers tués, blessés ou prisonniers.

Depuis sa contre-offensive et en dépit du déséquilibre du rapport de forces entre les deux belligérants, l'armée coloniale n'a pas atteint son objectif militaire. Elle subit des coups sévères en hommes et en matériel. Les combattants palestiniens se meuvent comme un poisson dans l'eau au sein d'une population assiégée, bombardée, affamée... Ils comptent sur leur ingéniosité, leur bravoure, leur préparation, leur connaissance intime du terrain et leur sens du sacrifice.

Au Liban, jusqu'au 7 octobre, la Résistance nationale se trouvait dans une position d'équilibre relatif du rapport de forces grâce à ses deux victoires militaires sur Israël (2000 et 2006) et à son renforcement quantitatif et qualitatif enregistré à la faveur de la guerre en Syrie. Elle avait imposé un parallélisme des actions militaires et empêché l'aviation sioniste de bombarder le Liban sous peine de réciprocité par le biais de missiles et autres roquettes. Mais la Résistance n'était pas encore dans une situation d'offensive stratégique. Elle n'avait pas attaqué les territoires libanais occupés des collines de Kfar Chouba et des fermes de Chebaa pour en chasser Israël et encore moins attaqué le reste du territoire de la Palestine occupée pour le libérer.

Elle envisage désormais de libérer les territoires libanais occupés, ce qui indique qu'elle tend, même partiellement, à passer au stade de la contre-offensive stratégique.

La guerre entre Israël et le Liban est encore une guerre asymétrique dans laquelle la Résistance ne dispose ni d'avions ni d'hélicoptères, ni de chars ni de gros navires et encore moins de sous-marins. Elle dispose en revanche d'un arsenal de missiles puissants, précis et de longue portée, de drones performants et de torpilles montées sur des embarcations légères. Or, ces armes sont en train de s'imposer sur le terrain des guerres actuelles.

L'affrontement entre les deux belligérants n'oppose donc pas deux armées régulières, mais une armée à une Résistance formée de partisans. Toutefois, cette Résistance pourra se transformer le moment venu en noyau d'une armée régulière.

En Irak, la Résistance nationale a commencé par bombarder les bases militaires de l'armée américaine dans le pays et en Syrie pour soutenir la Résistance palestinienne. Elle a également tiré des missiles sur Israël. Des Irakiens se sont rendus en masse à la frontière avec la Jordanie pour demander à rejoindre la Palestine et y combattre. Mais très rapidement,

elle est passée à l'offensive. Son objectif proclamé est désormais de libérer l'Irak de la présence de l'armée d'occupation des Etats-Unis. C'est le meilleur soutien qu'elle peut apporter au peuple palestinien.

Au Yémen, l'armée de Sanaa lance des missiles et des drones sur le Sud d'Israël (Eilat). Elle attaque les forces américaines en mer Rouge et interdit désormais la navigation des navires israéliens ou commerçants avec l'Etat sioniste. La rébellion houthie s'est transformée en Résistance nationale à l'agression saoudo-émiratienne soutenue par les Etats-Unis, Israël, le Koweït, Bahreïn, le Qatar, le Soudan, la Jordanie et le Maroc. Au cours des huit années de guerre, elle a forgé un véritable Etat doté d'une capitale (Sanaa) et d'une armée régulière qui a imposé un cessez-le-feu à ses ennemis.

A ces fronts qui donnent à la guerre d'octobre 2023 une dimension régionale et même mondiale du fait de la participation directe de l'armée américaine au conflit, il convient de rajouter deux autres acteurs d'importance. **La Syrie et l'Iran ne participent pas directement à la guerre, mais constituent les bases-arrières indispensables à l'action des diverses Résistances nationales.** L'armée syrienne a été très affaiblie par l'agression de dix années qu'elle a subie de la part des impérialistes, de la réaction arabe et de leurs hordes takfiristes. L'Etat syrien doit encore libérer son territoire des groupes armés islamistes soutenus par la Turquie à Idlib et des troupes américaines dans le Nord-Est qui occupent illégalement le pays et pillent ses ressources pétrolières. Il subit des attaques israéliennes permanentes sans avoir les moyens de riposter. Il ne peut donc espérer dans l'immédiat reconquérir le Golan annexé.

Malgré cette situation désavantageuse, **la Syrie occupe une place de choix dans l'Axe de la Résistance nationale à l'ordre impérialiste régional en tant que soutien multiforme aux Résistances libanaise et palestinienne.** Sans elle, ces dernières risqueraient d'être anéanties ou,

à tout le moins, fortement affaiblies. Elle a également l'avantage de former une continuité géographique entre le Liban et l'Iran à travers l'Irak.

L'Iran constitue de son côté la base-arrière ultime et principale de l'Axe de la Résistance régionale. Encerclé de toutes parts par des bases militaires américaines et occidentales, le pays a développé, malgré ou grâce à l'embargo qui le frappe depuis de nombreuses années, une puissance économique, technologique, scientifique et militaire qui dissuade à ce jour l'Etat sioniste et le Etats-Unis de l'agresser. Il fournit un soutien politique, logistique et autres qui ont permis à l'Axe de la Résistance de réaliser des progrès fulgurants.

LIBERATION DE LA PALESTINE

Stratégies révolutionnaires passée et présente

Cela fait des décennies que différents courants politiques du monde arabe ont élaboré et mis en pratique, avec plus ou moins de réussite, des stratégies révolutionnaires visant à libérer la Palestine. **Le qualificatif de révolutionnaire est utilisé ici dans le sens de lutte armée visant à vaincre militairement l'ennemi.** « *La guerre révolutionnaire du peuple est la voie fondamentale de la libération de la Palestine* »

¹ proclamait une plateforme commune aux organisations de résistance en 1970. Ces stratégies étaient et restent opposées à celles qui négocient un compromis avec Israël sous la houlette des Etats-Unis avec le soutien des régimes arabes réactionnaires qui leur sont soumis.

Les stratégies révolutionnaires partent du principe que la **libération de la Palestine de la colonisation sioniste ne pourra advenir que par la remise en cause de la domination impérialiste sur toute la région du Grand Moyen-Orient (GMO)**. C'est en effet à ce niveau et non à celui du seul conflit israélo-palestinien que se trouve la clé qui permettra à ce peuple colonisé de recouvrer ses droits nationaux historiques bafoués. **Le conflit israélo-palestinien constitue en effet le cœur d'un conflit plus vaste opposant les peuples de la région à l'ordre impérialiste régional. Ce dernier repose sur trois piliers : les grandes puissances occidentales,**

1. « *La guerre révolutionnaire est la voie fondamentale de la libération de la Palestine* », plateforme commune du 7^e Conseil national palestinien (OLP), Amman, le 6 mai 1970 : Fatah, OLP, Saïka, FPLP, FDPLP, OPLP, FLPP, OAP, FP-CG, FAL et OALP, *in Textes de la révolution palestinienne*, 1968/1974, présentés et traduits par Bichara et Naïm Khader. *Sindbad éditions*, Paris 1975, p. 109.

Israël et les régimes qui leurs sont alliés (arabes, mais aussi turcs et iranien du temps du Shah).

I – La stratégie révolutionnaire de la gauche palestinienne et arabe² (1960-1970)

Cette stratégie de libération de l'ensemble des peuples de la région de la domination impérialiste fut pensée dans les années 1960-1970 par les forces de gauche de la résistance palestinienne (FPLP et FDPLP) et d'autres forces politiques du monde arabe (Liban, Egypte, Tunisie, Maroc...). C'était la **stratégie de la révolution arabe**.

+ La nécessité de cette stratégie trouve son origine dans la défaite des armées classiques des régimes arabes lors de la guerre de 1967. **La gauche palestinienne et arabe l'élabora et tenta de la mettre en pratique.**

+ Celle-ci partait du constat suivant :

- Il existait, comme nous pouvons le constater aujourd'hui encore de manière éclatante, un **lien indissociable entre Israël et l'impérialisme**,
- **Israël** ne se contentait pas de coloniser la Palestine et d'expulser son peuple vers les Etats arabes voisins, mais **agressait et occupait une partie de leurs territoires (Egypte, Syrie, Liban)**,
- Les **intérêts impérialistes dans la région étaient et restent étroitement liés** à ceux des **classes dominantes et des régimes réactionnaires de la région**.

2. Pour plus de détails sur cette stratégie, se reporter au livre de Hocine Belalloufi : *Grand Moyen-Orient, GUERRES OU PAIX ? Plaidoyer pour une nouvelle révolution arabe*. Lazhari Labter Editions, Alger, 2008. Pages 191 à 201.

L'unité des trois piliers de l'ordre impérialiste régional n'exclut pas l'existence de contradictions secondaires en son sein comme on peut le constater aujourd'hui à propos du projet israélo-américain de transfert de la population palestinienne de Ghaza vers l'Égypte et de celle de Cisjordanie vers la Jordanie.

+ **La lutte nationale du peuple palestinien contre Israël était inexorablement liée à la lutte des peuples de la région pour s'émanciper de l'ordre impérialiste régional.**

+ **La stratégie reposait sur plusieurs éléments essentiels. En premier lieu, la situation difficile du peuple palestinien** dont une partie était éclatée sur plusieurs régions occupées de sa Patrie (Israël, Ghaza, Cisjordanie). Une autre avait été déportée dans les pays limitrophes et subsistait dans des camps de réfugiés. **Ce handicap ne lui permettait objectivement pas de vaincre Israël par ses propres forces.** A ce rapport de forces défavorable s'ajoutait le soutien indéfectible qu'apportaient à Israël les puissances impérialistes occidentales. **C'était le second élément. Le troisième** résidait dans l'inextinguible caractère expansionniste du sionisme qui rêve depuis toujours du Grand Israël. **Le quatrième élément** résidait, pour une part, dans la complicité de certains régimes arabes avec l'impérialisme américain et le sionisme et, pour une autre part, dans l'incapacité des régimes progressistes à faire face à la puissance de l'armée sioniste. Cette incapacité reflétait la mutation de ces derniers qui s'intégraient de plus en plus à l'ordre impérialiste régional. Le cas de l'Égypte de Sadate était le plus emblématique d'entre eux.

+ Partant du caractère asymétrique des forces en présence, les militants de la gauche palestinienne et arabes **donnèrent à la stratégie de la révolution arabe la forme d'une guerre populaire prolongée.** A une puissante armée moderne bâtie pour mener des guerres éclairs contre des armées conventionnelles, il s'agissait d'opposer une guerre de

partisans, une guerre d'usure soutenue activement, voire menée par les peuples de la région.

Pour y parvenir, il fallait inciter l'armée sioniste à occuper de vastes territoires. L'éparpillement de ses forces devait affaiblir sa puissance de frappe et entraîner un allongement de ses lignes de communication et de ravitaillement. Une guérilla serait alors menée sur ses arrières. La profondeur stratégique du monde arabe, le déséquilibre démographique à l'avantage des peuples de la région et le temps devaient ainsi se refermer sur l'ennemi comme un piège sur sa proie.

Les éléments de cette stratégie furent confirmés par deux fois au Liban : lors du retrait de l'armée israélienne en 2000 après 18 années d'occupation puis lors de la défaite de cette même armée au bout de quelques semaines en 2006. La guerre livrée sur le minuscule territoire de Gaza apporte une nouvelle confirmation éclatante aujourd'hui.

+ Une telle **stratégie impliquait que la résistance palestinienne dispose d'une base arrière** à l'instar de ce que le Vietnam du Nord avait représenté pour le Front national de libération (FNL) du Sud-Vietnam. Il fallait que des régimes révolutionnaires ou progressistes acceptent de voir une partie de leurs territoires envahis par Israël. Or, c'est un prix que ces régimes refusèrent de payer. Menacés par l'armée israélienne qui leur reprochait d'être complices ou incapables de stopper les actions de la résistance palestinienne, **ils finirent par se retourner contre cette dernière et l'écraseront**. En Jordanie d'abord (1970/1971), puis au Liban (1976, 1985) avec le soutien passif (en Jordanie) puis actif (au Liban) de l'armée syrienne³. A la suite de la défaite contre Israël en 1982, le transfert de l'OLP vers la Tunisie acta la défaite de cette première stratégie révolutionnaire contre l'ordre impérialiste régional.

3. سامي كليب : أسرار هنري كيسنجر

<https://youtu.be/l4-Oj7aD6S8?si=SUf-tounaPvGHEmJ>

+ Plusieurs conséquences en découleront :

- **L'ordre impérialiste régional sera renforcé** alors qu'à l'inverse le **Front de la Fermeté** (Irak, Syrie, Yémen démocratique, Soudan, Libye, Algérie) **se disloquera**. La Conférence de Madrid (1991) amènera certains pays à normaliser leurs relations avec Israël (Qatar, Oman, Tunisie, Mauritanie...). Ils seront suivis par la Jordanie en 1994,

- **Un infléchissement libéral** marquera la politique économique et sociale de ces régimes. Les forces réactionnaires utilisant la religion à des fins politiques (islamistes) seront systématiquement favorisées pour accompagner cette véritable contre-révolution,

- **Les forces de droite au sein du mouvement national palestinien se lanceront dans une politique progressive de compromis** qui sera couronnée par les illusoires Accords d'Oslo (1993),

- **Les mouvements populaires anti-impérialistes entreront dans un cycle régressif** renforcé par l'avènement de l'ordre mondial unipolaire consécutif à la chute de l'URSS. Le caractère dictatorial ou autoritaire des régimes arabes renforcera cet affaiblissement.

**II – L'actuelle stratégie révolutionnaire
sous hégémonie du courant anti-impérialiste religieux**

Une nouvelle stratégie de libération révolutionnaire – au sens défini plus haut – succéda quelques années plus tard à celle de la révolution arabe. Elle est encore à l'œuvre à ce jour.

Les victoires de la Résistance nationale libanaise de 2000 et 2006 démontrèrent que l'armée sioniste et son armée n'étaient pas invincibles. A partir de là se forgea progressivement **l'Axe de la**

Résistance régionale. Composé initialement de la Résistance libanaise (Hezbollah), de mouvements de la Résistance palestinienne (Hamas, Jihad islamique, FPLP, DFLP...) et des Etats syrien et iranien, cet Axe sera rejoint ultérieurement par le mouvement Hamas après que celui-ci ait renoncé à participer à la destruction de l'Etat syrien aux côtés des impérialistes occidentaux, des monarchies arabes et de leurs milices djihadistes. D'autres composantes le rejoindront également : le mouvement Houthi devenu le régime yéménite de Sanaa, des organisations de résistance irakiennes (Brigades du Hezbollah, Hachd al-Chaabi, brigades Sayyed al-Chouhada...).

Il convient de préciser que cet Axe n'est pas une organisation. Il s'agit avant tout d'une dynamique, d'une alliance politique prenant la forme d'une **coordination de régimes et de mouvements partageant l'objectif de libération de la Palestine et de remise en cause de la domination impérialiste occidentale sur la région**. Ils partagent également la conviction que cette **libération interviendra au moyen de la lutte armée et non par des négociations**. La participation d'organisations palestiniennes sunnites ou laïques et progressistes (FPLP, FDLP) à cet Axe démontre qu'il n'a pas de caractère religieux. Contrairement à la présentation qu'en font les impérialistes occidentaux, leurs médias et autres centres de recherche, il ne s'agit pas d'un Arc chiite mais d'un Axe politique dont les composantes peuvent avoir des idéologies différentes. Mais l'hégémonie en son sein appartient incontestablement au courant religieux. Le Front Polisario, qui se consacre à sa propre lutte de libération nationale contre le régime du Makhzen soutenu par Israël, les monarchies arabes et l'impérialisme occidental, a naturellement vocation à faire partie de cet Axe. Ce qui n'est pas le cas actuellement. De nombreuses autres forces laïques et progressistes arabes ont vocation à le rejoindre...

L’Axe de la résistance a confirmé son existence, sa détermination et son utilité au cours de l’actuelle guerre d’octobre 2023. L’entrée de ses différentes composantes dans la bataille a élevé celle-ci au rang de quatrième guerre israélo-arabe. L’affrontement avec les troupes américaines ajoute une dimension supplémentaire au conflit. Dès le 8 octobre, la Résistance libanaise entrait en action contre les bases militaires et de colonisation dans le Nord d’Israël et dans les territoires libanais encore occupés. Les coups portés à l’armée sioniste obligeront celle-ci à maintenir une partie importante de ses forces dans la région, allégeant ainsi le fardeau pesant sur la Résistance à Ghaza. La Résistance irakienne ne tarda pas à bombarder les bases américaines en Irak et en Syrie, lançant par là-même le processus de libération de ces deux pays vis-à-vis des forces d’occupation. Enfin l’Etat yéménite de Sanaa entra à son tour en guerre en envoyant missiles et drones sur la ville israélienne d’Eilat, en détruisant des drones de l’armée américaine au-dessus de son espace aérien puis en fermant le détroit de Bab el Mandab à la circulation des navires marchands israéliens. L’Iran et la Syrie ont joué dans cette guerre le rôle de base-arrière des mouvements de résistance palestinienne, libanaise, irakienne et yéménite.

L’Axe de la Résistance s’est donc considérablement renforcé depuis une vingtaine d’années. Mais il fait preuve de réalisme. **Il a parfaitement conscience d’en être encore à un stade d’accumulation de forces** à travers les différentes batailles militaires et politiques qu’il mène. Quelques jours à peine après le déclenchement de la bataille « Déluge d’el Aqsa », Hassan Nasrallah indiquait clairement les buts de la guerre et le rôle de la Résistance nationale libanaise. Il s’agissait de soutenir la Résistance palestinienne à Ghaza afin de lui permettre de remporter la victoire dans cette bataille. Il fixait ainsi les limites de l’action de l’Axe. Il ne s’agissait pas d’en finir avec l’Etat sioniste car le rapport de forces avec ce dernier n’avait pas encore atteint le niveau

nécessaire. La Syrie dont la contribution à la cause commune est inestimable constitue le maillon faible de l'Axe. L'Etat syrien n'a pas été détruit, mais plusieurs portions de son territoire restent occupées par des forces armées étrangères (Israël, Etats-Unis, Europe, Turquie) et il ne parvient pas encore à endiguer les attaques aériennes incessantes de l'aviation sioniste.

L'ensemble de ces conditions ne permettent pas d'envisager à court terme une contre-offensive généralisée contre Israël. Une guerre étendue à toute la région ne pourrait avoir lieu à l'heure actuelle qu'à la suite d'une intervention israélienne ou américaine contre l'Iran ou le Liban. En attendant, l'Axe se renforce et s'étend...

A la différence de la stratégie de la révolution arabe qui se fixait clairement pour objectif de renverser les régimes réactionnaires arabes, celle de l'Axe de la résistance régionale ne s'attaque pas directement à eux. En dépit de sa puissance sociale, politique et militaire, le Hezbollah a toujours refusé de s'emparer du pouvoir. Il privilégie les compromis avec ses alliés et ses ennemis afin d'assurer la stabilité du front intérieur libanais. De son côté, l'Iran entretient de bons rapports avec les Emirats arabes unis et a renoué avec l'Arabie Saoudite. Le régime syrien en a fait de même avec les monarchies du Golfe et réintégré la Ligue des Etats arabes. Le mouvement Hamas et le Djihad islamique entretiennent des rapports permanents avec les services de sécurité égyptiens...

Autre différence importante, la révolution arabe des années 1970 était portée exclusivement par des mouvements politiques et non par des régimes. Aujourd'hui, les régimes iranien, syrien et même yéménite (Sanaa) jouent un rôle extrêmement important dans la mise en œuvre de la stratégie de l'Axe de la Résistance. Or, les régimes iranien et syrien se privent du soutien actif d'une partie de leurs peuples, ce qui affaiblit leurs fronts intérieurs respectifs. La radicalisation théocratique du

régime iranien lui aliène une part non négligeable de sa population qu'il s'empêche ainsi de mobiliser pour faire face au danger impérialiste. Il en va ainsi de nombreuses femmes, de pans entiers de la jeunesse, de travailleurs dont les syndicats sont réprimés, de paysans et de minorités nationales ou religieuses (kurde, azérie, baha'ï...)⁴, d'organisations d'opposition anti-impérialistes progressistes et laïques... Le régime ne parvient pas à entraîner ces forces nationales, sociales, religieuses et politiques. Pis encore, en assimilant toute action de protestation à l'œuvre de forces déstabilisatrices au service de l'étranger, le régime iranien fragilise son front intérieur face aux Etats-Unis. Cela profite à ses ennemis. Le même constat vaut pour le régime syrien qui n'est pas parvenu à ce jour à intégrer véritablement les forces sociales et politiques critiques, mais patriotiques et anti-impérialistes. L'absence de libertés démocratiques élémentaires se traduit par une résurgence régulière de la contestation dans des régions pourtant reconquises par le régime.

Troisième différence importante, la stratégie de la révolution arabe était portée quasi-exclusivement par des forces politiques de gauche qui liaient combat national palestinien, combat anti-impérialiste régional, lutte pour les libertés démocratiques et l'égalité des droits entre hommes et femmes, pour la justice sociale et même le socialisme. Aujourd'hui, hormis le FPLP, le FDLP et quelques autres mouvements, l'Axe de la Résistance régionale se compose essentiellement de forces porteuses de politiques libérales voire ultralibérales. La politique économique et sociale des régimes iranien et syrien entraîne une dégradation du niveau de vie de leur population (inflation, chômage...) qui plonge les couches populaires urbaine et

4. Clara Guillard : *Qui sont les minorités ethnico-religieuses iraniennes ? in OrientXXI*, 9 novembre 2020, orientxxi.info.

rurale dans la misère. Les couches moyennes ne sont pas épargnées. Une partie d'entre elles subit un processus de prolétarianisation. Cette polarisation sociale a un double effet négatif. Le pôle dominant, celui de la bourgeoisie compradore, se renforce et est tenté par une intégration dans l'économie mondiale. Il s'avère en conséquence de plus en plus favorable à une politique de compromis voire de compromission avec l'impérialisme et Israël. Le pôle dominé, celui des classes exploitées (travailleurs...) qui s'oppose sincèrement à l'impérialisme et au sionisme n'est pas en mesure, ni socialement ni politiquement, de se mobiliser pour participer au combat anti-impérialiste. Une partie, peu consciente et abandonnée, sombre dans le nihilisme et peut même être la proie des forces impérialistes.

Au Liban, le Hezbollah ne dirige pas le pays, mais possède une présence dans les institutions. Surtout, sa vision économique libérale lui interdit de remettre en cause le capitalisme dont la crise profonde a plongé la majorité de la population du pays du Cèdre sous le seuil de pauvreté. Cela empêche l'émergence d'un puissant et indestructible camp populaire formé de la Résistance, mais également des syndicats, des associations sociales et des partis politiques progressistes. Comme en Iran et en Syrie, une partie des classes populaires se trouvent polarisée par des forces contre-révolutionnaires qui attisent ces divisions. Le caractère confessionnel de l'architecture institutionnelle et du champ politique renforce la division du peuple.

Toutes ces faiblesses de l'Axe de la Résistance nécessitent, pour être surmontée que les forces progressistes avec à leur tête les partisans du socialisme développent en toute indépendance leur propre vision stratégique et se battent pour la faire triompher.

L'apport des partisans du socialisme

Partant des leçons de la vieille stratégie de la révolution arabe et des limites de l'actuelle stratégie de l'Axe de la Résistance, les forces progressistes avec à leur tête les partisans du socialisme doivent faire l'effort de **définir leur propre vision de la libération de la Palestine.**

Ils ne peuvent en effet se contenter de suivre les forces qui dirigent actuellement l'Axe car la nature de classe de celles-ci limite les capacités d'intervention des peuples de la région dont l'action pourrait jouer un rôle déterminant dans la lutte contre Israël et l'impérialisme. Cette limite peut même, dans certains cas extrêmes, pousser de larges pans des masses populaires dans l'opposition à l'Axe.

A l'inverse, les partisans du socialisme **ne doivent pas prendre prétexte de la nature sociale des forces dirigeant actuellement l'Axe pour refuser une politique de front-uni avec elles alors même que celles-ci combattent à l'avant-garde et avec détermination Israël et l'impérialisme sur le terrain.** Ils ne doivent pas faire l'erreur d'ignorer le contenu politique concret de l'actuelle lutte qui voit les peuples dominés, du Sahel à la Palestine en passant par le Sahara Occidental, se mobiliser contre la domination impérialiste. **Ils ne doivent pas masquer ce contenu concret au nom de la perspective de libération sociale.** Ils prendraient le risque de se marginaliser voire de se mettre en travers du combat pour la libération des peuples dominés.

Comme tout courant politique, les partisans du socialisme aspirent légitimement à prendre la direction de ce combat pour le mener à son

terme. Mais pour y parvenir alors même qu'ils sont minoritaires, ils ne doivent pas se recroqueviller sur eux-mêmes mais participer, en toute indépendance politique et organisationnelle, au combat commun. Ils devront faire la preuve, dans la pratique, que leur ligne politique est la plus efficiente et qu'elle peut mener à la victoire sur Israël et l'impérialisme.

A propos de stratégie

Il serait **erroné de penser que la mise en pratique de la stratégie relève de manière étroite des seuls partisans du socialisme**. Elle doit d'abord prendre en considération les contradictions objectives. Aujourd'hui, dans la région du Grand Moyen-Orient, les **principales contradictions stratégiques objectives** opposent :

- **les colonisateurs aux colonisés** (Israël/peuple palestinien, Maroc/peuple sahraoui...),
- **l'ordre impérialiste régional aux peuples dominés** (Etats-Unis, Israël et leurs alliés arabes/peuples de la région),
- **le colonialisme et l'impérialisme aux Etats dominés qui leur résistent** (Etats-Unis, Israël/Iran, Liban, Syrie, Irak, Yémen...),
- **les régimes non soumis à l'impérialisme aux régimes alliés de celui-ci** (Iran, Syrie, Liban, Irak, Yémen, Algérie, Tunisie.../Emirats arabes unis, Bahreïn, Maroc, Arabie Saoudite, Egypte, Jordanie...),
- **ces régimes non soumis à leurs propres peuples** (en Iran et en Syrie...)
- **les bourgeoisies de la région aux travailleurs de tous les pays**.

Il convient également de prendre en considération les contradictions, secondaires, qui traversent le camp des dominés : religieux, laïcs, nationalistes, partisans du socialisme, régimes souverainistes, mouvements populaires, oppositions de classes...

Le but, dans la phase actuelle de lutte anti-impérialiste n'est pas d'ignorer ou de geler ces contradictions mais de les gérer de façon à ce

qu'elles n'affaiblissent pas, mais au contraire renforcent la lutte contre l'ennemi principal.

La lutte contre l'ordre impérialiste régional s'intègre dans la lutte plus générale contre l'ordre impérialiste mondial et le système capitaliste qui en constitue le cœur. Elle se résume dans la **formule suivante** :

- . **Les nations colonisées ou agressées
veulent leur libération,**
- . **Les Etats dominés veulent leur souveraineté,**
- . **Les peuples veulent la justice sociale et une démocratie populaire,**
- . **Les travailleurs veulent la fin de l'exploitation capitaliste**

Il s'agit de travailler directement certaines de ces contradictions tout en prenant en considération les actions multiples, multiformes et multidimensionnelles des forces sociales et politiques amies. C'est ainsi, à titre d'exemple, que la formation d'un nouveau Front de la fermeté des régimes arabes non normalisés pourrait avoir un impact positif pour contrer les régimes arabes normalisés. Cela renforcerait l'Axe de la Résistance, même si cette formation ne découlait pas de l'intervention directe des partisans du socialisme.

Trois solutions concurrentes

Quel objectif stratégique doivent se fixer les partisans du socialisme dans la lutte pour la libération de la Palestine ? Il convient d'abord de rappeler qu'il existe trois solutions à la question palestinienne. **A chacune d'entre elles correspond un camp politique formé de régimes et de forces sociales et politiques.** Il ne s'agit pas de trois blocs aux frontières définitives et totalement étanches. Certains des régimes qui le composent peuvent basculer dans l'un ou l'autre de ces camps ou, mieux encore, avoir un pied dans l'un et le second dans l'autre. C'est notamment le cas de l'Egypte, de la Jordanie et de l'Arabie saoudite. Les deux premiers ont leur place dans le premier camp, mais parce qu'ils

s'opposent au projet israélo-américain de transfert des populations palestiniennes de Ghaza et de Cisjordanie sur leurs territoires respectifs, ils sont également dans le second camp. Pour maintenir son hégémonie sur les autres Etats arabes, l'Arabie Saoudite ne peut rejoindre ouvertement, pour l'instant, le premier camp. Elle doit encore utiliser la cause palestinienne pour faire monter les enchères dans sa négociation avec Israël. Ces trois régimes sont donc à la fois dans les deux premiers camps ou entre les deux.

1. La première solution : un Etat ethniquement pur, israélien juif

Portée depuis toujours par le régime sioniste, elle vise **l'effacement total de la question palestinienne⁵ et l'extension de l'Etat d'Israël à Ghaza et à la Cisjordanie**. Les sionistes les plus extrémistes se projettent même dans le Grand Israël qui va du Nil à l'Euphrate... Cela implique un nettoyage ethnique permanent, de basse intensité en temps de « paix » et brutal et massif en temps de guerre. Dans cette perspective, les populations de Ghaza et de Cisjordanie doivent être transférées dans les pays voisins.

Officiellement partisans de la solution à deux Etats, **les pays du G7 et certains régimes arabes tels que les Emirats arabes unis, le Bahreïn et le Maroc soutiennent en réalité le projet d'un Etat israélien ethniquement pur (juif)**. Leur appui généralisé, inconditionnel et sans limite à Israël, même lorsqu'il commet les pires atrocités et crimes, leur passivité totale face aux sort dramatique du peuple palestinien, leur condamnation hypocrite de la poursuite de la colonisation et de l'apartheid, leur refus de revenir sur la normalisation de leurs rapports

5. Ghassan El-Ezzi : *Le plan de paix arabe, genèse, réactions et perspectives*. Dans *Confluences Méditerranée* 2002/4 n° 43, pages 59 à 72. <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2002-4-pages-59.htm> Rashid Khalidi : « De la mer au Jourdain », *ou ce qu'Israël a imposé à la Palestine depuis 1967*. Dans *Contretemps*, 6 décembre 2023.

avec l'entité sioniste pour ce qui est de ces trois régimes arabes en constituent des preuves irréfutables. Des forces néolibérales qui sont l'expression politique de fractions bourgeoises compradore arabes la partagent également, ouvertement ou de manière non assumée publiquement.

Cette solution est celle des partisans du maintien et du renforcement de l'actuel ordre impérialiste régional sous domination américaine. Elle privilégie la poursuite du processus de normalisation diplomatique arabo-israélien (Accords d'Abraham) et la multiplication de projets économiques communs renforçant l'intégration économique régionale⁶, dans le cadre de la globalisation capitaliste néolibérale dominée par les Etats-Unis.

2. La solution à deux Etats

Portée par l'ONU, l'Autorité palestinienne, les grandes puissances (Chine, Russie, Inde...), la plupart des régimes arabes et nombre de forces politiques de la région, cette solution repose sur l'échange de la paix contre la terre⁷. Elle prévoit l'instauration d'un Etat palestinien sur 20% du territoire de la Palestine historique, la restitution du Golan à la Syrie et des territoires libanais occupés⁸ au pays du Cèdre.

S'inscrivant dans le cadre des Accords d'Oslo signés entre Israël et l'OLP, **ces forces tablent sur la négociation et les médiations pour parvenir à la paix.** Ce camp n'est pas homogène. Certains en son sein s'opposent à la résistance armée palestinienne qu'ils qualifient de terroriste. D'autres

6. Houria Aït Kaci : *Les enjeux cachés du génocide de Gaza*. Algérie 54, 25 décembre 2023. [Les enjeux cachés du génocide de Gaza - Algerie54](#)

7. L'initiative de paix arabe adoptée lors du sommet de Beyrouth de 1982 s'inscrit dans ce cadre.

8. Cela concerne les « Fermes de Chebaa » et les collines de Kfarchouba situées au sud-est du territoire libanais.

la soutiennent au contraire. Ils se rejoignent cependant sur la nécessité d'un compromis permettant aux Palestiniens de créer leur Etat en Cisjordanie et à Ghaza. Tous espèrent voir les Etats-Unis exercer des pressions sur Israël pour le contraindre à composer.

Cette solution défaitiste vise à **réformer et non en finir avec l'ordre impérialiste régional**. Elle cherche simplement à atténuer a minima l'injustice faite au peuple palestinien pour mieux pacifier la région.

3. La troisième solution : un seul Etat, palestinien

Elle est portée par les forces actuelles de l'Axe de la Résistance régionale. Bien qu'ayant formellement approuvé l'initiative de paix arabe adoptée lors du sommet de Beyrouth de 2002, la Syrie occupe, dans la pratique, une place très importante dans cet Axe qui défend clairement la solution à un Etat palestinien « de la rivière à la mer ». C'est ce dernier aspect qui domine dans la pratique. Israël refusant obstinément de rétrocéder le plateau du Golan qu'elle a annexé, il n'y a aucune chance que la Syrie signe un accord de paix avec l'Etat sioniste.

De nombreux mouvements anti-impérialistes arabes (nationalistes, progressistes, partisans du socialisme...) se reconnaissent dans cette solution. Parmi eux les partis communistes palestinien et libanais, le parti des travailleurs en Tunisie, Voie démocratique au Maroc... Des mouvements à caractère religieux, mais opposés à l'impérialisme, à Israël et aux régimes alliés de Washington ainsi qu'à leurs marionnettes takfiristes (Etat islamique, El Qaïda...) défendent cet objectif anticolonialiste. Ils partagent également la conviction que la négociation ne mènera pas à la libération de la Palestine et que la seule alternative réside dans la lutte, y compris armée.

Enfin, ces mouvements combattent l'ordre impérialiste régional et pas seulement l'Etat d'Israël. Car contrairement au premier camp, ils n'acceptent pas cet ordre. Et contrairement au second, ils ne combattent pas pour le réformer mais pour en finir avec lui.

II – Pour la libération de toute la Palestine, de la mer au Jourdain

La guerre israélo-arabe d'octobre 2023 est menée par des mouvements de résistance à l'exclusion des armées arabes conventionnelles. Plus de 75 années de défaites militaires incessantes et d'intégration croissante à l'ordre économique capitaliste mondial ont amené la majorité des régimes nationalistes petit-bourgeois arabes à s'intégrer à l'ordre impérialiste régional ou à cesser à tout le moins de le contester. C'est pourquoi ils soutiennent la solution à deux Etats.

Certains dirigeants arabes qui n'entretiennent pas de relations avec Israël établissent un parallèle entre la Palestine et l'Afrique du Sud pour justifier leur intention d'établir de futures relations diplomatiques avec lui. Ils expliquent avoir noué des relations avec l'Afrique du Sud, une fois ce pays libéré de l'apartheid. **Ils entérinent ainsi l'idée de l'inéluctabilité de la perte de 80% de la Palestine historique au profit d'un Etat colonial ethniquement pur, raciste, expansionniste et qui continuera de jouer un rôle central dans la domination impérialiste régionale même si un Etat palestinien voit le jour.**

Or, le FLN historique a-t-il accepté d'abandonner le Sahara au colonialisme français ? L'argument avancé par ceux qui soutiennent l'inéluctabilité de la colonisation de la majeure partie de la Palestine historique est que l'Autorité de Ramallah défend la solution à deux Etats. Le vieux sophisme selon lequel « *on ne peut être plus palestinien que les Palestiniens* » se trouve ainsi remis au goût du jour. Les partisans de cette thèse défaitiste oublient que Mahmoud Abbas est vomé par la majorité de son peuple. Celui-ci l'accuse de collaboration avec le régime sioniste et soutient la Résistance qui combat les armes à la main l'armée d'occupation.

L'expérience a démontré que l'Etat sioniste refuse toute perspective d'instauration d'un Etat palestinien sur les territoires de 1967 avec El

Qods-Est pour capitale et le retour des réfugiés de 1948. Il s'avère difficile dans ces conditions de comprendre certaines forces anti-impérialistes et progressistes qui persistent à soutenir la solution à deux Etats. Comme l'explique très justement le secrétaire général du Parti communiste palestinien : « *L'accent mis actuellement par de nombreux pays et certaines organisations palestiniennes sur la possibilité d'imposer une solution à deux Etats à la Palestine historique est devenu, dialectiquement parlant, un slogan colonial et de remplacement sous une couverture européenne avec une histoire arabe coloniale et réactionnaire détestable.* »⁹

Pour sa part, Craig Mokhiber, directeur du bureau new-yorkais du Haut-Commissariat des droits de l'homme à l'ONU, souligne dans sa lettre de démission l'illusion fallacieuse des accords d'Oslo. Ce fonctionnaire qui n'est pourtant pas à la tête d'un mouvement terroriste soutient « *l'établissement d'un État unique, démocratique et laïque dans toute la Palestine historique, avec des droits égaux pour les chrétiens, les musulmans et les juifs et, par conséquent, assumer le démantèlement du projet colonialiste profondément raciste et la fin de l'apartheid sur l'ensemble du territoire.* »¹⁰

9. Déclaration de presse de Mahmoud Saadeh, *Analyse communiste internationale*, 11 novembre 2023. <http://mouvementcommuniste.over-blog.com/2023/11/communique-de-presse-du-secretaire-general-du-parti-communiste-palestinien-le-camarade-dr.mahmoud-saadeh.html>

10. Craig Mokhiber : *Un génocide qui se déroule sous nos yeux. Orient XXI*, 4 novembre 2023. <https://orientxxi.info/lu-vu-entendu/palestine-un-genocide-qui-se-deroule-sous-nos-yeux,6848>

Au mois de novembre 2023, 14 000 Palestiniens ont signé une « *lettre ouverte à nos alliés juifs qui combattent contre la guerre à Gaza* » pour affirmer leur « *soutien à une solution démocratique en Palestine* ». ¹¹

Défendre la solution à deux Etats revient à abdiquer face à Israël et à accepter l'ordre impérialiste sur la région. L'argument des défenseurs de cette solution est celui du rapport de forces militaire favorable à l'Etat sioniste. Mais même la solution à deux Etats ne peut aujourd'hui être imposée à Israël. **Il faut travailler à modifier le rapport de forces.**

La guerre actuelle démontre que le rapport de forces évolue même s'il n'a pas encore basculé du côté de la cause palestinienne. Le but d'une stratégie consiste justement à définir et à mettre en œuvre les moyens à même de modifier un rapport de forces. Se prosterner devant un rapport de forces établi il y a 76 ans revient à ignorer la dialectique de l'histoire qui rend possible ce qui paraissait impossible à l'époque. Israël a 76 ans. Il n'est pas dit qu'il atteigne ses 100 ans. Et même s'il y parvenait, l'exemple de notre pays qui s'est libéré après 132 années prouve que tout bouge et tout change dans l'univers.

La libération de la Palestine implique celle de des peuples de la région

A moins d'un bouleversement total, que l'on ne peut exclure dans l'absolu, de toute la région qui verrait l'entrée en guerre de l'Iran et d'autres Etats arabes, des explosions populaires et autres coups d'Etat anti-impérialistes advenir dans les pays de la région, en Egypte et en Jordanie en particulier, il est peu probable que nous assistions aujourd'hui à la bataille finale pour la libération de la Palestine. Le rapport de forces est encore en faveur du camp de l'impérialisme, même si, comme nous l'avons souligné, il évolue plutôt favorablement.

11. *Lettre ouverte à nos alliés juifs* <https://odsi.co/en/open-letter-jewish-allies>

Dans les conditions actuelles, le peuple palestinien est objectivement incapable d'imposer cette solution et ce, pour plusieurs raisons expliquées précédemment (voir page 31). Sur le plan subjectif, l'état de sa résistance armée est inégal. Si les mouvements agissant à Ghaza tiennent la dragée haute à l'armée sioniste, ceux de Cisjordanie ne disposent pas des moyens de progresser au même rythme. Les Palestiniens de nationalité israélienne sont encore moins susceptibles de passer à l'action armée. Pour des raisons différentes, les Palestiniens de Jordanie, de Syrie et d'Égypte ne peuvent affronter militairement Israël. Seule la résistance palestinienne au Liban participe, aux côtés du Hezbollah à la guerre actuelle. Les divisions politiques limitent par ailleurs les capacités de résistance, en particulier en Cisjordanie où la seule force disposant de moyens militaires sérieux sont celles de l'Autorité palestinienne. Or, ces forces ne sont malheureusement pas engagées contre l'occupant...

A cela s'ajoute le soutien apporté à Israël par les grandes puissances impérialistes, les régimes arabes ainsi que de nombreuses forces à travers le monde. Voilà pourquoi **le peuple palestinien ne peut, malgré son courage et sa bravoure, se libérer par ses propres forces.**

Pour sortir de cette impasse, **il convient de changer de paradigme et d'aborder la question, non sous l'angle strict du conflit israélo-palestinien, mais sous l'angle d'un conflit entre l'ordre impérialiste et l'ensemble des peuples de la région.** Deux raisons objectives plaident, entre autres, pour un tel changement d'échelle politique et pas simplement géographique.

1. La domination impérialiste s'exerce sur tout le Grand Moyen-Orient qui possède un caractère éminemment stratégique. La domination impérialiste relève fondamentalement de la volonté de l'impérialisme de s'accaparer les richesses des pays de la région, d'entraver le développement de leurs appareils productifs, d'ouvrir encore plus leurs

marchés aux produits des multinationales, de les intégrer davantage dans la globalisation néolibérale, d'élargir leur sphère d'influence face aux puissances concurrentes et de redessiner la carte politique de tout le GMO au profit d'Israël. Les agressions, occupations, sanctions et autres ingérences constituent le bras armé de la globalisation néolibérale. Tous les peuples et tous les régimes aspirant à préserver leur souveraineté sont donc ciblés par l'impérialisme.

2. Israël occupe une place de choix dans ce système de domination qui empêche les peuples et les Etats de la région de s'émanciper. L'Etat sioniste préserve et reproduit l'ordre impérialiste régional en menaçant les régimes rebelles et en tentant d'anéantir les mouvements de résistance. Ce rôle s'étend même à l'Afrique.

Ainsi, la satisfaction des aspirations nationales légitimes du peuple palestinien ne peut se concevoir que dans le cadre plus global de la lutte contre l'ordre impérialiste régional. Dans le même temps, la libération des peuples de la région passe également par la libération du peuple palestinien dont la cause constitue leur avant-garde.

Une telle vision stratégique est très ancienne. Elle était déjà celle des partisans de la Révolution arabe. Elle est encore aujourd'hui celle des tenants de l'Axe de la Résistance qui la mettent en pratique comme on peut le constater avec l'ouverture simultanée des fronts libanais, irakien, syrien et yéménite. Là est la clé du succès car il existe une marge de progression très importante sur les plans militaire mais aussi et surtout sur les plans politique, économique et social...

Il s'agit d'un véritable processus révolutionnaire à l'échelle régionale.

Contenu, cibles et caractère de la révolution

Le combat contre la domination impérialiste commencé il y a plus de deux siècles pour résister à l'expédition de Bonaparte en Egypte et en Palestine n'est pas achevé malgré les indépendances acquises. Celles-ci

ont été suivies d'une contre-révolution néolibérale qui a remis en cause les projets de développement souverains des Etats indépendants et les acquis sociaux des travailleurs. De nombreux régimes ont intégré leurs économies à celle du capitalisme mondial et finit par se soumettre à l'ordre impérialiste régional. Pis encore, cette véritable contre-révolution a abouti à l'occupation durant des décennies de pays autrefois indépendants (Irak, Afghanistan...) et à la destruction et à la mise sous tutelle d'Etats (Libye).

Or, au Sahel et dans le reste de l'Afrique, une nouvelle vague d'éveil des pays du Sud contre le néocolonialisme et l'impérialisme s'est levée.

La lutte contre le colonialisme en Palestine et en Sahara Occidental en font partie. De même pour les pays et régimes qui résistent aux manœuvres de déstabilisation fomentées par les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN.

Ce combat a trois cibles : Israël, les puissances impérialistes et les régimes arabes qui leurs sont alliés. Sur le plan économique, il présente un double aspect. **Il s'agit pour les Etats de préserver leur souveraineté politique et économique.** Leur aspiration à un développement national exprime les intérêts de bourgeoisies embryonnaires qui cherchent à s'émanciper de la tutelle étrangère. **Les travailleurs et les peuples cherchent de leur côté à préserver et à améliorer leurs conditions d'existence.** La contradiction entre ces aspirations bourgeoises nationales et populaires est réelle. Elle est l'objet d'une lutte pour déterminer qui dirigera la résistance à l'impérialisme. Les partisans du socialisme doivent la gérer correctement afin de mener le combat anti-impérialiste au profit des travailleurs et des peuples. Ils ne doivent pas renoncer à la lutte contre les régimes autoritaires et pour les libertés démocratiques. Si les peuples égyptien, jordanien, bahreïni et marocain étaient souverains, nul doute qu'ils annuleraient immédiatement la normalisation avec Israël et apporteraient leur soutien aux combattants

palestiniens. Les régimes autoritaires font le jeu d'Israël, consciemment ou inconsciemment.

Le processus révolutionnaire possède ainsi un caractère national et démocratique. Ce n'est pas une révolution socialiste.

La dialectique de la révolution

La révolution dont il s'agit se présente sous la forme **d'un processus qui a commencé depuis longtemps et qui combine, parfois en même temps et souvent en alternance, combat armé et combat pacifique, lutte politique et lutte diplomatique, luttes économique et lutte sociale, luttes nationales et lutte régionale...** Ce processus prendra encore un certain temps, même si l'on ne peut exclure des accélérations. La complexité des formes de lutte est amplifiée par la multiplicité des ennemis : Israël, les grandes puissances impérialistes et leurs alliés. La difficulté s'accroît quand certains de ces régimes intègrent le camp de l'ennemi après avoir soutenu la résistance palestinienne alors que d'autres, plus rarement, effectuent le chemin inverse. L'une des manifestations de la dislocation de l'ordre mondial réside dans la politique à géométrie variable de régimes qui n'hésitent pas à coopérer avec des Etats du « camp adverse ». L'exemple le plus éloquent de cet éclectisme poussé à l'extrême est celui du régime d'Erdogan.

Au cours de ce processus, **les partisans du socialisme doivent soutenir et renforcer l'Axe de la Résistance.** Ils doivent le faire afin de libérer la puissante énergie des masses populaires (travailleurs, paysans pauvres et moyens, femmes, jeunes...) qui donnera un souffle considérable à la lutte contre l'ordre impérialiste. La nature de classe bourgeoise ou petite bourgeoise des principales forces de l'Axe les empêche justement de rompre avec la vision économique libérale et de favoriser la mobilisation politique et sociale des masses déshéritées qui forment la majorité de la population. De l'Iran, au Liban en passant par la Syrie et

l'Irak, des mobilisations assez importantes se sont produites contre les conditions de vie insupportables des classes déshéritées. Celles-ci font face à une perte de pouvoir d'achat, au chômage, à la régression des services publics et de santé... Les forces de l'Axe résistent courageusement à Israël et à l'impérialisme, mais n'ont pas de réponse à apporter à ces difficultés sociales qui découlent justement de leurs politiques pour ce qui est des régimes iranien, syrien et irakien... Le Hezbollah a lui aussi assumé des responsabilités gouvernementales sans jamais remettre en cause la logique libérale.

Il ne s'agit pas de demander aux forces de l'Axe de rompre avec les politiques libérales, voire néolibérales. Cette tâche revient aux partisans du socialisme. Ils doivent prouver dans la pratique que le libéralisme économique limite le champ d'action à la seule lutte militaire et diminue très fortement les capacités de mobilisation des peuples contre les piliers de l'ordre impérialiste régional.

La même remarque vaut à propos de l'autoritarisme des régimes de l'Axe. Faire la chasse aux femmes qui ne portent pas le voile, emprisonner voire exécuter les syndicalistes qui défendent les intérêts des travailleurs ou des chômeurs qui demandent du travail, réprimer les paysans qui protestent, interdire toute critique et empêcher toute organisation indépendante entrave la mobilisation des masses. Or, ce sont ces masses qui constituent justement la base sociale principale du combat contre l'impérialisme et qu'il faut entraîner dans la lutte.

Il ne faut pas demander aux forces bourgeoises et petites bourgeoises de libérer l'initiative révolutionnaire des masses. Cette tâche revient à aussi aux partisans du socialisme qui doivent aider les travailleurs à combattre les politiques libérales, à construire des organisations syndicales et à s'organiser politiquement de manière indépendante.

L'ensemble de ces tâches vise à renforcer le camp anti-impérialiste. Elles visent en premier lieu à remettre en cause les régimes alliés d'Israël qui

plongent leurs peuples dans la misère, bafouent leur souveraineté et les empêchent de participer activement au combat contre Israël. Elles visent ensuite à renforcer l’Axe de la Résistance régionale en lui ouvrant de nouveaux terrains de lutte contre l’ennemi.

Il apparaît ainsi clairement qu’**une contradiction existe au sein même du camp de la résistance à l’impérialisme**. Cela est normal du fait des intérêts des différentes forces qui le composent. **La lutte contre l’ennemi commun constitue la tâche essentielle**. Mais au sein de ce camp, une lutte politique et idéologique doit être menée par les partisans du socialisme et toutes les forces progressistes pour que se renforce la voie qui permet la mobilisation la plus large et la plus profonde des peuples de la région. Une politique de front-uni doit être menée avec les forces de l’Axe, comme le font, à titre d’exemple, le FPLP et le FDLP, le PCP, PCL...

Dans la phase de lutte actuelle, **les limites de classe des forces de l’Axe n’en font pas des ennemis. Ces limites nécessitent cependant d’être relevées et combattues politiquement et idéologiquement dans l’intérêt du combat commun contre l’impérialisme**.

Il ne s’agit pas, en effet, pour les partisans du socialisme, de participer à la nouvelle vague de libération des peuples dominés vis-à-vis du colonialisme, du néocolonialisme et de l’impérialisme pour permettre à des forces aujourd’hui alliées d’instaurer, une fois l’indépendance acquise, des régimes autoritaires qui préserveront l’exploitation des travailleurs et l’oppression des masses. La libération des peuples colonisés et des Etats confrontés à la domination impérialiste doit s’accompagner de l’émancipation sociale et politique de tous les peuples de la région et au-delà. **Le processus révolutionnaire actuel qui possède un caractère national démocratique bourgeois doit avoir une perspective socialiste**.

COLONISATION DE LA PALESTINE

Chronologie

Cette chronologie illustre le fait que l'entité sioniste est un projet impérialiste-capitaliste de fragmentation-domination du monde arabe AVANT d'être un projet du mouvement sioniste

Liminaire

Falesttine فلسطين : nom arabe donné (vers 1300 av. J-C) par les Philistins à l'ancienne Kanaan.

De 1516 à 1916, sous l'occupation turc-ottomane, le monde arabe (à l'exception du Maroc) représente alors près de 40 % de l'empire ottoman.

A la fin de la Première Guerre mondiale, en 1918, la Palestine est majoritairement arabophone et musulmane. D'autres minorités religieuses et/ou culturelles (druze, chrétienne et juive) y habitaient, mais aucune n'aspirait à devenir une minorité nationale.

Elle compte alors environ 700 000 habitants dont 56 000 juifs (en majorité non autochtones).

La chronologie permet de repérer 4 périodes de références de l'érection de la consolidation de l'entité sioniste comme base militaire, économique et culturelle du collectif impérialiste occidental dans le monde arabe :

1/ 1900-1942 : L'Angleterre et la France coloniales à la manœuvre pour l'érection d'un Etat pour les colons sionistes

2/ 1942-1948 : Les USA, comme puissance impérialiste hégémonique, entrent en scène et deviennent le principal sponsor de la colonisation sioniste

3/ Le collectif impérialiste occidental en soutien actif à l'entité sioniste dans toutes les guerres arabo- sioniste (notamment celles de 1948, 1956, 1967, 1973)

4/ Les guerres impérialistes de destruction des Etats nationaux en capacité potentielle de résister et de concurrencer l'entité sioniste dans la région

5/ La sécurisation de l'entité sioniste par la « normalisation » des régimes réactionnaires arabes

1/1900-1942 : L'Angleterre et la France coloniales à la manœuvre pour l'érection d'un Etat pour les colons sionistes

En 1901 est créé le Fonds national juif pour acquérir des terres en Palestine et y installer des colons juifs au moyen d'une collecte soutenue auprès de riches donateurs (juifs et non juifs, anglo-saxons notamment). Le bilan des terres achetées reste, malgré tout, maigre en raison en raison de la résistance des cultivateurs et propriétaires palestiniens.

Les aspirations religieuses et culturelles des juifs, vont être d'autant plus efficacement instrumentalisées par les dirigeants britanniques et français que le contexte de la fin de la première guerre impérialiste mondiale est celui du mouvement ascendant du colonialisme pour poursuivre l'expansion du marché capitaliste.

En 1905, le mouvement sioniste (dans lequel les juifs sionistes russes sont majoritaires) décide, en convergence avec les visées coloniales britanniques et française, **que la Palestine sera le lieu d'établissement des juifs**, après avoir écarté plusieurs hypothèses, dont celles de l'Argentine, de Chypre, de l'Ouganda, ainsi que la proposition du gouvernement soviétique (en mars 1928) de fonder une « région autonome juive » à l'Est de la Russie, sous le nom de Birobidjan.

En 1907, la commission d'enquête de parlementaires britanniques (sous le mandat du 1^{er} Ministre Bannerman) écrivait déjà à propos du monde arabe :

« Le danger réside dans le bassin méditerranéen, charnière entre l'Occident et l'Orient, et route de la Grande-Bretagne vers ses colonies d'Extrême-Orient, route qui passe par le canal de Suez. En effet, de Rabat au Maroc jusqu'à Mersin en Turquie, il n'y a qu'un seul peuple jouissant d'une histoire commune, d'une civilisation commune, d'une langue commune, le peuple arabe. Là se trouvent les possibilités d'une éventuelle renaissance nationale, et les ressources d'une probable puissance. »

1916 : La Palestine dans le partage impérialiste de l'empire ottoman

Les puissances impérialistes britanniques et françaises, en concertation avec les dirigeants de la Russie tsariste, organisent le partage impérialiste de l'empire ottoman pratiquement défait. Le partage est consigné dans les **Accords dits de Sykes-Picot** (noms respectifs des ministres des affaires étrangères anglais et français). Il en ressort deux grands ensembles :

1/ pour la France : Mont Liban, Nord de la Syrie et une partie de l'Anatolie ;

2/ pour l'Angleterre : la Mésopotamie (une partie de la Syrie et de l'Irak actuels, la péninsule arabo-persique), et la Transjordanie (qui deviendra plus tard la Jordanie en 1949).

3/ La Palestine est placée sous mandat britannique (article 4 des accords)

Les accords seront entérinés officiellement en 1920 lors de la conférence de la Société des Nations (ancêtre de l'ONU) à San Remo (Italie).

Le mandat colonial britannique est en réalité une administration civile, et surtout militaire, de soutien à l'Agence juive prévue par les mêmes

accords (article 4) en tant qu'organisation officielle pour gérer tout ce qui concerne la population juive. C'est d'ailleurs un éminent sioniste britannique, Sir Herbert Samuel, qui sera nommé en 1920 Haut-Commissaire en Palestine.

Pour les dirigeants impérialistes anglais et français, un État colonial juif en Palestine apparaît comme le moyen stratégique pour asseoir leur domination du monde arabe et sécuriser l'accès aux richesses de la région.

Theodor Herzl, auteur du programme de Bâle adopté lors du 1^{er} congrès sioniste en août 1897, avait bien anticipé la stratégie des impérialistes anglais et français dans la région quand il a écrit : *« Pour l'Europe, nous constituerons en Palestine un morceau du rempart contre l'Asie. Nous serions la sentinelle avancée de la civilisation contre la barbarie. »*

Le 4 juin 1917 (6 mois avant la déclaration Balfour), le « Secrétaire Général des Affaires Étrangères » français, Jules Cambon, adresse une lettre au dirigeant sioniste Noam Sokolov dans laquelle il répond à son projet de « développer la colonisation juive en Palestine ». Il écrit notamment : *« Le Gouvernement français, qui est entré dans cette guerre actuelle pour défendre un peuple injustement attaqué, et qui continue à lutter pour affirmer le triomphe du droit sur la force, ne peut que ressentir de la sympathie pour votre cause, dont la victoire est liée à celle des Alliés. Je suis heureux de vous donner ci-joint une telle assurance. »*

Le 2 novembre 1917, le ministre britannique des affaires étrangères, Arthur Balfour, en concertation avec les pays alliés durant la 1^{ière} Guerre mondiale, rédige une lettre, appelée Déclaration Balfour, dans laquelle *« Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le*

peuple juif, et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant entendu clairement que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte ni aux droits civils et religieux des collectivités non juives existant en Palestine, ni aux droits et au statut politique dont les juifs jouissent dans tout autre pays. »

La lettre est adressée à l'homme d'affaires fortuné, dirigeant sioniste juif, Lord Lionel Walter Rothschild, pour la faire connaître au Congrès sioniste.

Balfour écrira dans ses mémoires en 1922 (5 ans après sa déclaration)

:

*« Nous n'avions pas l'intention de tenir compte des sentiments des habitants actuels de la Palestine du fait que les quatre grandes puissances sont attachées au sionisme. **Que le sionisme soit dans son droit ou non, bon ou mauvais, cela a une importance bien au-delà des souhaits des sept cent mille Arabes qui vivent actuellement en Palestine.** »*

De 1919 à 1936, les Britanniques facilitent l'arrivée et l'installation de colons juifs en Palestine

D'importantes vagues de colons vont déferler en Palestine : 35.000 entre 1919 et 1923, 82.000 entre 1924 et 1931 et 217.000 entre 1932 et 1938.

En mai 1933 : Nazis et dirigeants sionistes collaborent pour transférer d'importants capitaux juifs vers la Palestine avec la signature de l'accord dit de la Haavara (transfert) : les nazis au pouvoir en Allemagne, approuvent l'accord entre les compagnies d'assurances allemandes et juives et le pouvoir nazi pour organiser l'émigration des juifs allemands (fortunés) et le transfert de leurs capitaux vers la Palestine.

Théodore Herzl avait déjà écrit : « *Les antisémites seront nos alliés les plus sûrs et les pays antisémites nos alliés.* »

Dans le même temps, l'administration coloniale britannique dénie toute identité nationale aux Palestiniens : tout au plus leur reconnaissait-elle une identité religieuse et culturelle.

1936-1937 : la commission Lord Robert Peel comme premier plan britannique pour doter les colons sionistes d'un Etat.

Cette commission est constituée à la fin de contenir la Grande Révolte de 1936-1939, et venir en aide aux colons sionistes.

Le rapport de la commission (présenté en juillet 1937) préconisait de partager la Palestine en deux États : un **État** pour les juifs (ce qui n'était pas alors revendiqué en tant que tel par les sionistes, il s'agissait jusque-là d'un foyer) en leur octroyant 20 % de la Palestine et un État pour les arabes sur le reste.

C'est lors de cette Grande Révolte palestinienne de 1936 à 1939 que l'administration coloniale britannique promulgue la loi, dite loi spéciale, portant autorisation de la détention administrative. Cette loi (à peine actualisée dans son fonds) est toujours en vigueur en Palestine occupée.

2/ 1942-1948 : Les USA, comme puissance impérialiste hégémonique, entrent en scène et deviennent le principal sponsor de la colonisation sioniste

En pleine 2^{ème} Guerre mondiale, les dirigeants sionistes anticipent la victoire des Alliés et l'émergence de la puissance états-unienne.

Début mai 1942 : le programme dit de Biltmore (New York) est adopté par le congrès sioniste (co-présidé par Ben Gourion), avec comme principales décisions :

- Une formulation officielle (pour la 1^{ière} première fois) de la demande d'un État juif en Palestine (abandon de la formule foyer national juif) et de sa reconnaissance internationale
- La décision de la formation d'une force militaire sioniste aux côtés des Alliés, sous tutelle des États-Unis
- Le transfert du centre de l'activité sioniste internationale aux États-Unis, pour une alliance renforcée avec ce pays : **le projet colonial sioniste et les visées états-uniennes de contrôle militaire et économique des richesses de la région du monde arabe constitueront désormais un seul et même objectif.**

Deux déclarations des deux premiers dirigeants du mouvement sioniste expriment clairement le rôle du futur Etat sioniste comme base avancée de l'impérialisme occidental :

- **David Ben Gourion déclare en 1945** (dans un entretien avec Richard Crossman, écrivain et homme politique travailliste britannique) : *« Si les Britanniques sont d'accord pour l'établissement d'un État Juif dans une partie de la Palestine, nous sommes prêts à leur donner une base contre la Russie. »*
- **Nahum Goldman (président du Congrès sioniste) déclare le 24 octobre 1945 :**
« Les sionistes s'engagent à donner tous les droits aux Britanniques pour établir des bases militaires maritime et aérienne en Palestine en échange de leur accord pour un État Juif sur 65 % des terres palestiniennes, et nous proposerons l'établissement de bases états-uniennes. »

1945 (février) : Signature d'un accord (secret, sur le croiseur USS Quincy) avec les dirigeants saoudiens : l'accord prévoit la protection du

régime royal saoudien (avec l'érection d'une base militaire dans le royaume) en échange de l'accès au pétrole saoudien ; **les dirigeants saoudiens pour leur part ne s'opposant à pas l'érection d'un État pour les juifs.**

Les Etats-Unis se placent de façon stratégique dans la région **vont devenir le principal sponsor de l'entité sioniste.**

1947 (29 novembre), les puissances impérialistes, à leur tête les Etats-Unis (présidés alors par Truman), décident de doter les juifs d'un État par le vote d'une résolution de l'ONU (n° 181). Le vote de la résolution a nécessité 2 tours : au 1^{er} tour, il manquait une voix pour atteindre le quorum des 2/3 ; au 2^e tour, après pressions et corruptions des USA (sur les Philippines, Haïti et le Libéria), la résolution est adoptée par 33 voix pour, dont celle de l'URSS, 13 voix contre (dont celles des pays arabes), et 10 abstentions (dont celles de la Chine, de la Yougoslavie et des pays d'Amérique du Sud).

C'est **le plan de partage de la Palestine de 1947** en :

- Un État arabe : 12 000 km², 735 000 habitants, (dont 10.000 juifs, soit moins de 1,5 % de la population)
- Un État pour les juifs : 14 200 km², 905 000 habitants (dont 507 000 arabes, soit plus de 55 % de la population)
- Une zone internationale, Al Qods : 205 000 habitants (dont 100 000 juifs)

Alors que les juifs ne représentaient alors que 35 % de la population totale vivant sur le territoire de la Palestine historique, et ne possédaient que 6 % des terres, l'entité sioniste se voient attribuer 55 % des terres.

En quittant la Palestine, le 14 mai 1948, les Britanniques ont déjà placé les sionistes aux postes de commande du pouvoir administratif (mairies, cadastre, police, justice...).

Cette reconnaissance internationale impulsée par les puissances impérialistes va autoriser les sionistes à ne pas se contenter de cette avancée : ils vont déployer **le plan dit plan Dalet** en menant des actions terroristes pour expulser les Palestiniens de plusieurs villes et à s'accaparer d'autres parties de la Palestine historique.

Plus de 72 massacres seront perpétrés par les unités terroristes (Stern, Irgoun, Haganah...), dont celui de Deir Yassine (9 avril 1948).

Note : La phrase : « *Et quand le Seigneur apparut à Abraham, il lui accorda la terre sainte du Nil à l'Euphrate* » figure encore aujourd'hui en guise de frontispice de la Knesset (mise en place le 14 février 1949)

3/ Le collectif impérialiste occidental en soutien actif à l'entité sioniste dans les 4 principales guerres arabo- sioniste (1948, 1956, 1967, 1973)

1948-1949 (mai - juillet) : 1^{ère} guerre arabo-sioniste

A la suite de leur refus du plan de partage, les armées des États arabes (Égypte, Syrie, Irak, Transjordanie et des volontaires libanais) entrent en Palestine (le 15 mai) en soutien aux Palestiniens déjà entrés en guerre contre les activités terroristes (assassinats, expulsion et accaparement des terres) des groupes terroristes (la Haganah sioniste fondé en 1920, groupe qui deviendra officiellement en mai 1948 l'armée de l'entité sioniste, et l'Irgoun qui en est issu).

Les colons sionistes sont appuyés par des mercenaires occidentaux, appelés « michalinks » ou volontaires (juifs et non juifs), évalués à plus de 3.500, provenant principalement des USA, de Grande Bretagne, du Canada, des colonies d'Afrique du Sud et d'Afrique du Nord.

Voir articles sur les volontaires de l'indépendance d'Israël de l'association MACHAL, du Dr. Fenton, cités par Adel Samara.

C'est au sein de l'armée britannique (entre 1937 et 1940) que l'expérience professionnelle et les armes de la future armée sioniste ont été acquises.

D'importants effectifs de juifs sionistes avaient été intégrés aux forces britanniques comme supplétifs puis comme unités constituées ou dans des escadrons mixtes pour mener des raids de nuit contre des villageois palestiniens, aux côtés de de la Haganah et l'Irgoun.

Cf. la longue interview de Moshé Dayan, 1^{er} chef d'Etat-Major de l'armée sioniste, dans le film documentaire « D'où sont-ils venus ? » de Abdelkrim BABA-AÏSSA

Bilan : Près de 200 villages sont attaqués, 200 habitants palestiniens tués, blessés ou expulsés, exode massif des rescapés : **900 000 Palestiniens sont expulsés.**

Les forces sionistes s'assurent la victoire et conquièrent 78 % de l'ancienne Palestine mandataire (50 % de plus que ce que leur accordait le plan de partage).

C'est la NAKBA (la catastrophe) de 1948

Cf. le nouvel historien sioniste Benny Morris cité par Adel Samara

1956 (29 octobre) : 2^{ième} guerre arabo-sioniste

Dès 1955, le gouvernement français apporte une aide substantielle au développement du programme nucléaire de l'entité sioniste en en vue de la construction d'une centrale nucléaire (à Dimona, au sud de la Palestine).

L'entité sioniste sera approvisionnée en uranium enrichi par les États-Unis et l'Afrique du Sud.

Plus tard, l'Allemagne fournira des sous-marins lanceurs de missiles nucléaires.

En réponse à la nationalisation (le 26 juillet 1956) du canal de Suez par le Président égyptien, Gamal Abdel Nasser, **l'Angleterre, la France et l'entité sioniste s'allient pour agresser l'Égypte.**

L'URSS intervient en soutien à l'Égypte et met fin à l'agression.

L'armée sioniste commet **le massacre de Kafr Kassem (village de El Jalil, Galilée)** pour prévenir tout soulèvement palestinien de soutien à l'Égypte.

Moshe Dayan, en avril 1956 en tant que ministre « israélien » de la Défense :

« Qui sommes-nous pour vouloir nous opposer à leur haine ? Depuis huit ans, ils sont dans leurs camps de réfugiés à Gaza et, devant leurs yeux, nous transformons en patrie pour nous, la terre et les villages sur lesquels leurs ancêtres ont vécu. Nous sommes une génération de colons et, sans casques d'acier et sans canons, nous ne pouvons planter un arbre et bâtir un foyer. Ne reculons pas quand nous voyons la haine fermenter et remplir les existences des centaines de milliers d'Arabes qui nous entourent. Ne détournons pas le regard, de sorte que notre main ne glissera pas. Tel est le sort de notre génération, le choix de notre existence – être préparés et armés, forts et brutaux – ou, autrement, l'épée glissera de notre poing et notre vie sera anéantie. »

1967 (5-10 juin) : 3^e guerre arabo-sioniste

Les services de renseignements sionistes sont largement informés sur l'état de (l'im)préparation à la guerre qui sera déclenchée en juin 1967 : le roi du Maroc, Hassan II, leur a permis d'enregistrer l'intégralité des comptes rendus des délibérations du sommet des pays arabes de Casablanca de 1965.

L'armée sioniste, abondamment fournie en matériel de pointe et munitions par l'OTAN attaque l'Égypte, la Syrie et la Jordanie et occupe

le Sinaï, le Golan syrien, la bande de Ghazza et la Cisjordanie dont Jérusalem-Est.

Environ 350 000 Palestiniens sont expulsés. La colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est est lancée aussitôt.

Le 22 novembre 1967, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la **Résolution n° 242** qui demande notamment le retrait des territoires occupés. L'URSS, le camp socialiste, les partis communistes arabes soutiennent la résolution. Mais, grâce aux vétos des USA notamment, l'entité sioniste ne restituera jamais les territoires, jusqu'à aujourd'hui. **C'est la NAKSA (la grande défaite).**

En même temps, une nouvelle phase de la résistance palestinienne, armée et politique, va s'ouvrir et s'organiser en véritable mouvement de libération nationale.

1973 (6-27 octobre) : 4^e guerre arabo-sioniste

Les armées égyptienne et syrienne, aidées par les armées de plusieurs pays arabes, pénètrent dans le Sinaï et le Golan occupés pour les récupérer. Elles prennent un avantage réel en franchissant la ligne sioniste Bar Lev, chaîne de fortifications sioniste dans le Sinaï.

Les pays arabes producteurs de pétrole décident d'un embargo pétrolier (17-21 octobre 1973) contre les pays qui soutiennent l'occupant sioniste : ils réduisent la production et l'exportation jusqu'à ce que « *les terres arabes occupées par Israël en 1967 [soient] libérées et [que] le peuple palestinien retrouve ses droits* ».

Un **Front du refus et de la fermeté** est constitué par la Syrie, la Libye, l'Irak, le Yémen et l'Algérie.

Les États-Unis organisent un véritable pont aérien, renversent le rapport des forces sur le terrain, sauvent l'entité sioniste et lui permettent de conserver le Sinaï et le Golan.

Les pays arabes de la région vont abandonner la lutte armée pour la récupération de leurs territoires et de la Palestine, et entamer des « normalisations » avec l'entité sioniste.

4/ Les guerres impérialistes de destruction des Etats nationaux en capacité potentielle de résister et de concurrencer l'entité sioniste dans la région

L'objectif du capitalisme-impérialisme est de faire de l'entité sioniste l'État le plus fort dans la région sur les plans militaire, économique, culturel, afin de perpétuer sa domination.

Durant trois décennies, le collectif impérialiste occidental, USA en tête, va s'employer à casser les États des pays du nationaux arabes potentiellement résistants et concurrents de l'entité sioniste.

1991 : agression contre l'Irak, suivie en 2003 de l'invasion avec le projet de partition du pays en entités ethnico-religieuses (Kurdistan irakien, Irak chiite et Irak sunnite)

2011 : agression de la Libye avec le projet d'une partition tribalo-géographique du pays, projet toujours en cours.

2015 : guerre contre le Yémen menée par une coalition des monarchies du Golfe et soutenue par les impérialistes occidentaux

2017 : agression de la Syrie par une coalition impérialiste occidentale pour démembrer le pays (État islamique de Daesh, État kurde, État alaouite et sunnite)

Début 2021, le Pentagone états-unien décide d'inclure l'entité sioniste dans son commandement militaire au Moyen-Orient (y compris l'Afrique du Nord dans la terminologie du Pentagone), aux côtés des monarchies arabes.

L'objectif : un renforcement de la coordination avec les États-Unis (déjà existante sur le terrain), et les monarchies arabes pour étouffer le

mouvement de libération nationale palestinien et la résistance des peuples arabes.

Voir Jonathan Cook, article du 02 février 2021 sur le site Arrêt sur Info

5/ La sécurisation de l'entité sioniste par la « normalisation » des régimes réactionnaires arabes

Des pays arabes et non arabes ont entamé la « normalisation » de leurs relations avec l'entité sioniste. En réalité, tous ces accords sont obtenus et écrits sous la dictée de « l'Occident impérialiste », sponsor de l'entité sioniste. **La vague des « normalisations » vise à consolider et rendre irréversible le rôle de l'entité sioniste comme centre de contrôle militaire et économique de la région ainsi que le libre déploiement des projets économiques impérialo-sionistes.**

La « normalisation » **التطبيع** est un marchandage, faussement appelée négociation, pour faire exister et faire accepter l'Etat colonial sioniste, accepter l'expulsion du peuple palestinien, **accepter le libre déploiement des projets impérialo-sionistes (militaires et économiques)**, en échange d'un soutien économique et financier et d'une protection des pouvoirs compradores en place contre les résistances de leurs peuples.

- La « normalisation » concrétise la convergence des intérêts de classe des États concernés avec ceux de « l'Occident impérialiste », lesquels intérêts ne peuvent être défendus qu'en alliance avec lui.
- Elle reflète l'intériorisation par les États arabes et la bourgeoisie palestinienne de la défaite, la capitulation et son ancrage dans le camp de la contre-révolution.

- La « normalisation » a aussi une visée économique : intégrer les pays « normalisés » dans la zone de profit du capital impérialo-sioniste. Cette protection impérialiste rassure les investisseurs privés et étatiques qui vont affluer vers ces États « normalisateurs » et surtout vers l'entité sioniste. L'évolution de l'investissement étranger au sein de l'entité sioniste après ces accords montre qu'elle en est le principal bénéficiaire.

Historique rapide des « normalisations »

1978 : les accords de Camp David, qui seront suivis en 1979 d'un traité de paix entre l'entité sioniste et l'Égypte, actent la neutralisation du pays arabe le plus peuplé et, potentiellement, grand réservoir de résistance anti-sioniste.

1993 : Accords d'Oslo (suite de la Conférence de Madrid de 1991) ou paix du et pour le capital avec la collaboration de la bourgeoisie palestinienne. Si l'accord prévoit, formellement, la reconnaissance de l'État d'Israël et l'acceptation de l'OLP, l'« Autorité Palestinienne » créée a pour mission principale le maintien de l'ordre au profit de l'entité sioniste et la redistribution de l'aide internationale.

1994 (avril), le Protocole de Paris complète ces accords en érigeant l'entité sioniste en douane pour les échanges commerciaux.

1994 (26 octobre) : Accords de Wadi Araba (ville frontière de Jordanie), équivalant à un traité de paix entre « Israël » et la Jordanie.

2001 (24 septembre) : Accords de Taba en Egypte (dits Oslo 2) sur la Cisjordanie.

2002 : « Initiative arabe de paix » proposée par l'Arabie Saoudite lors du sommet de la Ligue arabe pour la création d'un État palestinien démilitarisé sur certaines parties de la Cisjordanie et de Gaza, la révocation du droit au retour des réfugiés et de leurs droits résultant de leur déplacement, et la recherche de lieux pour abriter les réfugiés en

les installant dans leur lieu de résidence ou dans un pays tiers ou avec un retour limité à ceux qui sont disponibles

2020 (fin janvier) : Accords d'Abraham dit « Accord du siècle », à Washington, portant « normalisation » des Émirats arabes unis, de Bahreïn et du Soudan (accords parrainés par le président des Etats-Unis, D. Trump et non annulés depuis).

Officiellement, l'accord (le dernier en date) prévoit :

Un « État » palestinien sans aucune frontière avec un État arabe (sauf avec l'Égypte « normalisée » via Gaza), en forme d'archipel d'îlots sans continuité, donc avec des entrées-sorties du territoire contrôlées par l'entité sioniste. Un « État » démilitarisé et sans aucun contrôle sur l'espace aérien. Les États-Unis financeront routes, ponts et tunnels pour relier les « morceaux » palestiniens et « faciliter la liberté de circulation des Palestiniens ».

L'État sioniste annexera les territoires considérés comme non occupés mais saisis lors des guerres « défensives » de l'entité sioniste, à savoir la vallée du Jourdain et les colonies, soit environ 15 % de la partie continue et très fertile de la Cisjordanie.

Al-Qods est reconnue comme capitale indivisible de « l'État sioniste » consacré comme « État-nation du peuple juif ». Un État donc « suprémaciste » au service du capitalisme mondialisé. En conséquence de quoi, il serait en droit de procéder au transfert-expulsion des non juifs, soit plus de 405 555 Palestiniens résidant sur le territoire déjà conquis.

La libération de près de 5 000 prisonniers palestiniens sera **conditionnelle à la signature de leur engagement à respecter et à promouvoir la coexistence entre « Israéliens » et Palestiniens.**

Enfin, et ce n'est pas le moins important, le « règlement de la question palestinienne » ne doit plus être une condition des « normalisations israélo-arabes ».

2020 (22 décembre) : « Normalisation » du Maroc en échange de la reconnaissance de la marocanité du Sahara occidental par les États-Unis. Il faut ajouter que l'entrée en application de l'accord a donné à voir les clauses secrètes qui révèlent la nature militariste et expansionniste de l'entité sioniste et sa liaison organique avec l'impérialisme : **parmi les premières actions, figurent l'établissement de bases militaires sionistes au Maroc, la livraison-vente d'armes (dont des drones de dernière génération), la formation de cadres dirigeants de l'armée royale.** L'entité sioniste peut donc entrer directement en confrontation avec l'Algérie, dernier rescapé du « Front du refus et de la fermeté ». Il ressort que sans l'aide militaire, financière, économique, culturelle, politique et diplomatique de « l'Occident » impérialiste et sans la collaboration active des régimes réactionnaires arabes, le regroupement des juifs de plusieurs nationalités (européennes notamment) et la colonisation sioniste n'aurait pas pu être lancée, progresser aussi rapidement et durer encore.

Georges Ibrahim Abdallah le synthétise bien dans sa déclaration du 27 juin 2001 : « *L'entité sioniste n'est pas simplement un instrument parmi tant d'autres au service de l'impérialisme pour le pillage et la domination de la région. Elle est en fait un prolongement organique de l'impérialisme occidental.* ».

Références

Massâd Arbid : « *Eclairages sur une catastrophe historique, idéologique et géo-stratégique* », 2023 (en arabe), en particulier sur la position de l'URSS et son évolution.

Adel Samara : articles dans la revue électronique **Kanaân** (en arabe)

Joseph Massad : articles dans le journal *Middle East Eye*, en particulier l'article du 9 janvier 2023 sur « Les mythes bibliques servant à justifier la conquête de la Palestine ».

Edward Saïd : *La Question de Palestine* (1979)

AJAJ El Mukhtar dans *El Khabar* du 04 février 2023, (édition en arabe)

Khaz'al al-Majidi : article en arabe sur le site *El Hiwar el Moutamadan*

Le site en arabe : <https://www.palquest.org/ar/highlights>, Principales étapes de la cause palestinienne en arabe)

Emile Thomas, *The Roots of the Palestinian Cause*, Dar Salah al-Din Publications, Jérusalem, 1976, cité par Adel Samara dans ses articles

Film documentaire « D'où sont-ils venus ? » de Abdelkrim BABA-AÏSSA, en particulier les témoignages de témoins de la Nakba et l'archive d'une longue interview de Moshé Dayan, 1^{er} Chef d'Etat-Major de l'entité sioniste.

Kamel B.

6 novembre 2023

LA COLONISATION DE LA PALESTINE

Invariants, spécificités et... centralité dans la lutte anti-impérialiste mondiale

Liminaire : pourquoi qualifier la situation en Palestine de colonisation

La qualifier ainsi fait partie de la lutte des idées, et donc de la lutte des classes, tant pour le peuple palestinien que pour ses soutiens.

C'est reconnaître que la lutte du peuple palestinien est une lutte de libération nationale. Car c'est en niant ce caractère de lutte de libération nationale d'un peuple et l'occupation de son territoire que l'entité sioniste et ses sponsors impérialistes serinent le droit de se défendre et considèrent chaque acte de résistance comme du terrorisme.

C'est pourquoi il n'est pas suffisant que des ONG décrivent cette situation coloniale seulement par à un apartheid, un nettoyage ethnique, ou encore un racisme.

La réalité vécue par le peuple palestinien est fréquemment comparée à celle du peuple sud-africain qui, lors de la colonisation germano-anglaise de l'Afrique du Sud, a subi le racisme d'État, l'apartheid et vu son territoire fragmenté par la création de bantoustans.

Si les similitudes sont avérées (notamment vis-à-vis des Palestiniens dits de 1948), et forts utiles par ailleurs pour le développement de la solidarité, il reste qu'une différence essentielle ne peut être ignorée : le peuple d'Afrique du Sud n'a pas été expulsé intégralement de son territoire et n'a pas vu une partie importante de ce peuple expulsé et subir la condition de réfugiés et exilés en si grand nombre (5 millions de

réfugiés, 4 millions dans les pays arabes, 500.000 dans pays occidentaux),

Le racisme et l'apartheid ne sont que des outils, devenus indispensables, pour la colonisation sioniste par l'expulsion et le vol de la terre.

Cette inversion de la cause (la colonisation) et de ses conséquences, consciente ou inconsciente, éloigne grandement de la réalité et, surtout, ouvre la voie à des positionnements politiques stériles :

1/ Elle nourrit l'illusion que la résolution de cette situation ne nécessite pas la libération de la Palestine mais seulement une... "démocratisation" de l'entité sioniste. Une illusion pour certains, une faute politique pour d'autres, et, pour d'autres encore, un détournement conscient de la solidarité avec la lutte du peuple palestinien. Car les dirigeants sionistes n'ont cessé de discourir sur leur volonté d'accaparer la terre (y compris Al Qods) et de pratiquer (depuis 1948) l'expulsion intégrale des Palestiniens hors de leur patrie et pas seulement leur déplacement.

2/ Elle enferme le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien, déjà handicapé par la faiblesse historique à gauche de l'anticolonialisme et de l'anti-impérialisme, dans une attitude de solidarité avec des victimes (passives), donc morale et humanitaire.

3/ Enfin, elle rend confortable la position erronée du NI-NI ou de mise en équivalence des torts entre agressé et agresseur, occupé et occupant. Ce qui revient à s'aligner sur l'agresseur-dominant, en l'occurrence l'impérialisme et le sionisme.

Puisse l'actuel formidable mouvement de solidarité avec la cause palestinienne, notamment dans les métropoles occidentales, se poursuivre et évoluer vers une solidarité avec un peuple acteur de sa

propre histoire, en lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction pour sa libération nationale.

1/ La Palestine : une colonisation avec tous ses invariants

Comme toutes les colonisations, de peuplement en particulier, celle de la Palestine est une histoire continue de massacres, de déplacements de populations, de démolitions d'habitations et de quartiers entiers, de vol criminel des terres par la saisie, le séquestre-spoliation comme représailles collectives ou pour opérations militaires, ...

Dans un article écrit en 2005, Gilbert Meynier, historien spécialiste de la colonisation (de l'Algérie en particulier), note que « *de 1948 à 1970, 385 villages sur les 485 recensés dans la Palestine mandataire, furent détruits, soit 81%. ... De 1949 à 1975, les confiscations ont touché entre 70% et 80% des terres palestiniennes cultivées, soit de 280.000 à 320.000 hectares sur un total de 400.000.* »

En même temps, la dépossession massive rend la force de travail palestinienne disponible et prisonnière d'une exploitation à très bon marché : entre 200 000 et 300 000 Palestiniens traversent quotidiennement des postes de contrôle de l'armée sioniste pour se vendre aux entreprises coloniales.

Ainsi, la colonisation contribue au financement de l'occupation et de l'expansion coloniale. Cf. *article de Abdelhadi Hantach, expert dans les affaires foncières dans El Hadeef 29 mars 2023.*

Racisme, discriminations, répression, rafles et emprisonnement de masse et torture deviennent le lot quotidien du peuple palestinien.

L'emprisonnement de masse vise à terroriser et à briser le mouvement de libération nationale, et empêcher la transmission de la mémoire

historique collective des résistances. Résister, y compris retourner sur sa terre, devient un délit, et permet l'entité sioniste de prétendre à la légalité de sa violence coloniale.

Depuis la NAKBA (catastrophe), 120.000 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1 million de Palestiniens sont passés par les geôles sionistes.

À fin octobre 2023, 7.000 Palestiniens sont dans les prisons sionistes, dont : 2.070 en détention administrative, 200 enfants, 62 femmes.

Depuis la **NAKSA** (défaite ou revers) de juin 1967, ce sont près de 54.000 Palestiniens qui ont été internés administrativement. Certains d'entre eux sont morts en prison sans que leurs familles aient pu récupérer leurs corps : l'administration sioniste a décidé qu'ils ne seront restitués qu'après avoir purgé complètement leur peine !

Cf. site palestinien des prisonniers palestiniens Adhameer.

Il faut se rappeler, la détention administrative a été instaurée et légalisée (loi dite spéciale) par les colons britanniques pour réprimer la grande révolte palestinienne de 1936. Le déploiement en grand de cette loi par l'entité sioniste est une autre illustration de la filiation entre le colonialisme britannique et le sionisme.

(Cf. Georges Abdellah dans sa déclaration du 17 avril 2023).

Comme invariant des colonisations, on retrouve le discours idéologique de la supériorité de la civilisation occidentale, dont se réclame le sionisme, et de l'infériorisation et la stigmatisation de la population autochtone accusée d'abandonner les terres, de les négliger et de ne pas les exploiter, et la prétention des colons à « faire fleurir le désert ».

2/ Spécificités de la colonisation de la Palestine

Une première spécificité est que la colonisation sioniste a d'abord été un projet impérialo-capitaliste.

L'ennemi du peuple palestinien n'est donc pas seulement l'entité sioniste, mais l'ensemble des métropoles impérialistes.

Voir le texte sur la chronologie de la colonisation de la Palestine ainsi que le texte sur l'opération TOFAN EL AQSA (Déluge d'El AQSA) du 7 octobre 2023

Cette colonisation n'a pu être réalisée, n'a pu durer et ne dure encore qu'avec l'intervention et le soutien direct militaire, financier, politique et économique des dirigeants impérialistes occidentaux, avec comme chef de file l'impérialisme états-unien.

Dès le début, et aujourd'hui plus que jamais, l'entité coloniale sioniste est rattachée à l'ensemble des métropoles impérialistes occidentales, et non pas à une seule métropole (comme dans le cas des autres colonisations de peuplement).

Dans toutes les guerres de résistance menées par l'entité sioniste, les Palestiniens et leurs soutiens arabes ont eu à affronter directement les armées du « collectif impérialiste occidental ».

La pérennité, la sécurité et la suprématie de l'entité sioniste dans son environnement immédiat sont devenues une condition première pour assurer l'hégémonie et le déploiement des projets impérialistes dans la région et au-delà.

Dès les années 1900, la région est apparue comme un nœud stratégique des échanges commerciaux et une zone de richesses et de profit capitaliste.

La stratégie impérialiste, franco-britannique au début, puis états-unienne par la suite, s'est alors déployée suivant trois axes principaux :

- 1/ Faire de l'entité sioniste l'État le plus puissant militairement et économiquement afin de contrer le mouvement de libération nationale palestinien et les soulèvements des peuples arabes de la région, ainsi que les États potentiellement contestataires et/ou opposants à l'ordre impérialiste

- 2/ Installer des régimes arabes alliés à l'impérialisme dans les États riches en ressources naturelles et les protéger contre les soulèvements populaires d'une part, et d'autre part défaire les États nationaux obstacles à l'élargissement des zones de profit du capital international

- 3/ Contrôler, sécuriser et l'exploitation et l'accès aux ressources d'hydrocarbures

De même, dans de nombreux conflits, la suprématie militaire de l'entité sioniste a permis aux États-Unis d'éviter une intervention directe.

Pour de nombreux pays dirigés par des dictateurs, c'est l'entité sioniste qui assure la sous-traitance pour les États-Unis pour la fourniture d'armes et l'entraînement de commandos (Shah d'Iran, Mobutu au Zaïre, Bokassa en Centrafrique, Amin Dada en Ouganda, Ian Smith en ex-Rhodésie, Afrique du Sud, Suharto en Indonésie, Somoza au Nicaragua, Argentine, Brésil, Chili...).

Ces enjeux, militaires, économiques et géostratégiques, confèrent un caractère central à la lutte de libération nationale palestinienne dans la lutte anti-impérialiste mondiale.

Tout échec ou affaiblissement substantiel de l'entité sioniste est un recul important de l'impérialisme au niveau mondial. De même que toute

avancée du mouvement de libération national palestinien est un point d'appui important au mouvement anti-impérialiste mondial.

Une deuxième spécificité de la colonisation sioniste est l'instrumentalisation outrancière du sacré pour couvrir idéologiquement son entreprise.

Le sionisme a instrumentalisé les écritures saintes et propagé une lecture sioniste de la Bible pour imposer une Palestine imaginaire comme terre ancestrale et propriété des juifs supposés être les seuls descendants directs des Hébreux.

Ce n'est pas sans raison que le mouvement sioniste a choisi d'appeler son État colonial de peuplement « Israël » (le nom donné dans la Torah à Jacob, par lequel les enfants d'Israël deviennent le « peuple juif »).

Cette instrumentalisation a été développée principalement à partir de **trois idées-forces** :

1/ La confusion volontaire et entretenue entre lieu de naissance de la foi et origines des populations

Le judaïsme, comme l'islam et le christianisme, est une religion missionnaire. Comme il n'y a pas UN peuple musulman, ni UN peuple chrétien, ni de nationalité musulmane, ni de nationalité chrétienne, le judaïsme n'a donc pas vocation à se définir comme un peuple, et encore moins à devenir une nationalité.

Les musulmans et les chrétiens répartis dans le monde entier devraient-ils réclamer et retourner aux lieux de naissance de leur foi ?

Dès sa mise en place, l'entité sioniste va s'employer à s'approprier les vestiges des civilisations cananéenne, babylonienne et arabo-musulmane, jusqu'à « sioniser » les noms des villes.

Voir Annexe 1 les noms d'origine et les noms « sionisés »

Des recherches archéologiques, des fouilles d'antiquités et une publicité obsessionnelle et mensongère vont être financés pour faire accroire à une présence millénaire et majoritaire des juifs en Palestine, alors même que l'hébreu n'y est plus parlé depuis des millénaires (les juifs russes, les plus nombreux dans le mouvement sioniste, parlaient le yiddish)

L'histoire du Mur d'al-Bourak devenu Mur des lamentations, expression inventée par les mandataires britanniques, est racontée dans la revue électronique en arabe Al-Raya News du 12 avril 2023, notamment le Décret britannique du Mur occidental publié dans l'Official Gazette of the Government of Palestine, Gazette Extraordinary (Suppl. No. 8/1931), June 8, 1931, pp. 464–468.

Le Fonds national juif s'est même employé à organiser des campagnes de plantation de conifères afin de noyer le symbole identitaire des Palestiniens qu'est l'olivier.

Même le cinéma, états-unien notamment, a été mis à contribution pour sioniser l'histoire de la Palestine (voir les films *Moïse, Les dix commandements* ou *Exodus*).

Voir aussi les vidéos de Khazal al-Majidi et Adel Samara, The Political Economy of Zionism (Doroub Publishers, Amman, 2017).

2/ La mise en équivalence entre sémitisme et judaïsme ou la réduction de l'antisémitisme à l'anti-juif

Alors que les sémites - c'est à dire les groupes ethniques parlant une langue sémitique - les plus nombreux sont les Arabes, dont les Palestiniens.

L'« industrialisation » éhontée et massive du génocide juif (renommé holocauste ou shoah en hébreu pour les besoins de la cause), sera le moyen de transformer le racisme du monde aryen (ou « blanc ») en un antisémitisme qui serait « éternel » et principalement arabo-musulman. Théodore Herzl, considéré comme le fondateur du sionisme, dans son pamphlet de 1896, *L'État juif*, avait écrit que : « *Les antisémites deviendront nos amis les plus sûrs, les pays antisémites, nos alliés* ».

3/ La sionisation du judaïsme ou la mise en équivalence entre sionisme et judaïsme, c'est-à-dire anti-sionisme = anti-juif.

L'objectif est d'entraîner l'ensemble des juifs (pratiquants et non pratiquants) dans le projet colonial de peuplement, alors même que le judaïsme mondial y était réticent, voire opposé, en application du commandement talmudique de ne pas se regrouper avant la venue du messie.

Il faut rappeler qu'historiquement, le sionisme a pris son envol dans l'Angleterre anglicane.

C'est dans le contexte de la Réforme (protestante aux 16^e et 17^e siècles) et du développement de la phase mercantiliste du capitalisme, que de nombreux plans de colonisation de la Palestine avaient été proposés par des Européens non juifs (religieux et athées), et ce, bien avant Theodor Herzl (1860-1904). Au cœur de ces plans, figurait l'idée des dirigeants de

la Réforme, dont Martin Luther, d'une alliance-réconciliation avec le judaïsme.

A ce propos, on peut citer Mohameed Elmey Elyassini, professeur de Géographie à l'université d'Etat de l'Indiana (page 68 de son ouvrage « Genesis and Prospect of the Palestine-Israël Conflict », (lien <https://www.indstate.edu/faculty-staff/mohamed-elyassini>) :

« De l'époque de la réforme religieuse en Europe (du 16^e au 18^e siècle) jusqu'au règne de Napoléon III (1808-1873) en France et le creusement du Canal de Suez (1859-1869), le mouvement sioniste n'a jamais eu de direction juive, malgré les tentatives répétées anglaises et françaises.

Une autre illustration de l'origine non juive du sionisme est le simple fait que les idées de « retour » se sont d'abord développées en Angleterre qui, à l'époque, n'avait pas de population juive et non en Allemagne, en Pologne et en Russie, pays où résidait la majorité de la population juive européenne et mondiale.

Il a fallu près de 100 ans après le règne de Oliver Cromwell (1599-1658) pour que le nombre de juifs en Angleterre atteigne 12.000, puis 100 autres années pour qu'il atteigne 25.000. Tandis que le recensement de l'empire russe de 1897 affichait 5.189.401 juifs, soit 4,13 % de la population totale de l'empire ».

Voir Annexe 2 sur les juifs en Russie Bolchévique

Une troisième spécificité est le peuplement colonial sioniste.

Il est en réalité un regroupement de populations issues de plus de 40 pays, de différentes nationalités et différentes cultures, (beaucoup ont en gardé la nationalité), et dont le seul point commun est l'appartenance ou la proximité avec la religion juive.

La prétendue nationalité ainsi construite a une essence religieuse et confère à l'entité sioniste un caractère foncièrement théocratique et suprémaciste.

Cf. Shlomo Sand, Comment le peuple juif fut inventé (Fayard, 2008) et Comment la terre d'Israël fut inventée (Flammarion, 2012).

Comme dans les autres colonisations de peuplement, la question de l'avantage démographique, conditionne la poursuite et la permanence de la colonisation.

C'est pour créer une majorité juive (sioniste) que l'entité sioniste a débuté en 1948 par l'expulsion, le déplacement et la fragmentation du peuple palestinien hors de Palestine, vers les pays arabes voisins.

Mais à la différence des autres colonisations qui avaient opté pour l'exploitation massive et généralisée de l'ensemble de la main-d'œuvre autochtone (rendue bon marché par la force des armes), et par crainte de demeurer une minorité démographique, les dirigeants sionistes ont continuellement agi pour expulser les Palestiniens hors de Palestine.

Le projet sioniste comprend dès ses débuts l'idée de « transférer », c'est-à-dire de déporter les Palestiniens et cette possibilité n'a jamais été abandonnée par les dirigeants de l'entité sioniste.

Le 12 juin 1895, Theodor Herzl, a été le premier à justifier le « transfert » des Palestiniens : « Peu à peu nous devons nous rendre maîtres des terres, privées de leur propriétaire, dans les régions où nous nous installerons. Nous essayerons de transporter les couches les plus pauvres [des Arabes] au-delà des frontières, tranquillement, sans susciter de remous, en leur fournissant du travail dans les États où ils seront

transportés. Mais nous ne leur accorderons pas du travail dans notre pays. [...] Aucune terre ne leur sera jamais revendue. »

Plus tard, en décembre 1940, Yosef Weitz, responsable du développement des terres au Fonds national juif, déclarera : *« Il faut que ce soit clair qu'il n'y a pas de place pour deux peuples dans ce pays... La seule solution est la terre d'Israël, du moins la terre occidentale d'Israël, sans Arabes. Il n'y a pas de solutions médianes, ici. Il n'y a pas d'autres moyens sinon le transfert [l'expulsion] des Arabes d'ici vers les pays voisins, les transférer tous... Il faut qu'il ne reste aucun village, aucune tribu, tous doivent être transférés vers l'Irak et la Syrie, et même à l'est du Jourdain. Pour exécuter cet objectif, il nous faut beaucoup d'argent. Après le transfert, le pays peut intégrer des millions de nos frères et la solution juive trouvera une fin et une solution. »*

C'est pourquoi les colonies sionistes sont militarisées dès leur installation et font ainsi office de postes avancés de l'armée sioniste. Outre le service militaire obligatoire (2 ans et 8 mois pour les hommes et 2 ans pour les femmes), les colons bénéficient d'un entraînement à l'utilisation des armes.

Arnon Sofer, conseiller du gouvernement israélien, avait affirmé en 2005, avant le retrait de l'armée sioniste de la bande de Gaza en 2006 : *« Si nous voulons rester en vie, il va nous falloir tuer, tuer et tuer encore. Tous les jours, chaque jour. Si nous ne tuons pas, nous cesserons d'exister. La seule chose qui m'inquiète, c'est la façon de nous assurer que les garçons et les hommes qui vont devoir se livrer aux tueries seront à même de retrouver leurs familles et de redevenir des êtres humains normaux. »*

Les réfugiés palestiniens sont les témoins vivants du vol de leurs terres, du déplacement et de l'expulsion des Palestiniens hors de Palestine.

En 2020, le nombre de réfugiés aurait dépassé les 5 millions.

Dès août 1948, David Ben Gourion forme un Comité sioniste de « transfert » pour élaborer des plans de déplacements des réfugiés et leur installation dans les pays arabes afin de réduire la population arabe en Palestine occupée, dans le **triple objectif** de réduire les centres de résistance ; de créer un avantage démographique ; et de briser l'identité nationale palestinienne en dissociant la question des réfugiés de la question coloniale et du conflit arabo-sioniste.

Le cloisonnement et l'enclavement des villages palestiniens participe également à la fragmentation du peuple palestinien et vise à contenir le sentiment national palestinien.

Des barrières permanentes et temporaires (593 points de contrôle et portes militaires) divisent les villes et villages palestiniens.

De nombreuses interdictions et des restrictions à la circulation des personnes et des biens sont imposées pour les zones A, B et C.

Les réfugiés-expulsés seront expropriés de leurs biens en vertu de la loi sioniste de 1950, loi dite des propriétaires palestiniens « absents ».

Aucun des pays qui ont subi la colonisation de peuplement n'a connu un tel exode forcé. **Les camps des réfugiés et des déplacés après 1967 (données l'UNRWA, janvier 1993) :**

- 10 camps en Syrie : 299 207 réfugiés et 125 000 déplacés en 1967
- 12 camps au Liban : 319 427 réfugiés
- 10 camps en Jordanie : 1 010 719 réfugiés et 210 000 déplacés en 1967

- 20 camps en Cisjordanie : 459 147 réfugiés + 6 728 déplacés en 1967
- 8 camps à Gaza : 560 207 réfugiés

Les colons sionistes vont systématiquement empêcher le retour des réfugiés et expulsés palestiniens malgré la résolution de l'ONU consacrant leur droit au retour (résolution n° 194 du 11 décembre 1948).

Une loi (promulguée en 1954) existe pour légaliser la ré-expulsion des « infiltrés » après les avoir sanctionnés pendant qu'une autre loi sioniste, dite loi du Retour, donne le droit d'immigrer en « Israël » à tout juif de n'importe quel pays.

Une loi de 1970, définit une personne juive : « Pour les besoins de cette loi, est considérée comme juive une personne née de mère juive ou convertie (au judaïsme) et qui n'appartient pas à une autre religion »

La loi (datant de 1971, qui amende la loi de 1952 sur la nationalité juive) octroie la nationalité à tout juif se trouvant en Palestine avant la création d'« Israël » (1948) ou arrivé après 1948 ainsi qu'aux juifs non installés en Palestine.

Malgré cela, et du fait de l'expansionnisme sioniste par l'annexion toujours plus de territoires peuplés de Palestiniens, le rapport démographique est resté largement favorable aux Palestiniens. Le fort taux de croissance démographique et la structure par âge de la population palestinienne rendront le peuplement colonial encore plus minoritaire.

C'est pour contourner cette réalité démographique, que les dirigeants de l'entité sioniste ont procédé, en 2018, à la proclamation et à la constitutionnalisation de l'État Juif.

Voir Annexe 3 sur la population

Une quatrième spécificité : l'entité sioniste est un cas unique de création d'un État par vote de la Société des Nations (ancêtre de l'ONU).

Le peuple palestinien est le seul peuple qui a été forcé de quitter sa terre en application de la Déclaration Balfour, sans la consultation et l'accord de la population autochtone (donc contraire au droit international alors en vigueur.

Le statut de membre de l'ONU a même été accordé à l'entité sioniste (résolution n° 273 du 11 mai 1949), alors que le peuple palestinien est toujours en lutte pour récupérer sa terre et retourner sur sa terre.

Toute cette violence a instruit et continue d'instruire et de nourrir la résistance du peuple palestinien.

Soixante-quinze ans après la colonisation britannique puis la colonisation sioniste, malgré la participation active et continue des métropoles impérialistes occidentales, et leurs alliés réactionnaires arabes, la résistance armée et multiforme du peuple palestinien reste élevée et indique la voie pour résoudre la contradiction irréductible entre colonisateurs et colonisés, à l'inverse des négociations-marchandages et autres solutions liquidationnistes.

ANNEXE 1
NOMS SIONISES et NOMS d'ORIGINE des VILLES PALESTINIENNES

*Extrait du livre « Pour ne pas oublier » (1997) de l'auteur palestinien
 Walid EL KHALIDI*

Nom PALESTINIEN	Nom SIONISE
AL QODS	ORSHALIM /JERUSALEM
BAYT LEHM	BETLEHEM
AL LLED	LOD
EL KHALIL	HEBRON
AL NASRA	NAZARETH
AL NAQAB	NEGUEV
BIR ESHABA	BEER SHEVA
AKKA	ACRE
OUM ERRASHRASH	EILAT
QISARYA	CESAREA
ASQALAN EL MAJDAL	ASHKELON
ISDUD	ASJDOD
BISAN	BEIT SHE AN
AL JISH	GUSH HALAV
TABARIYYA	TIBERIA
YAFFA	TEL AVIV

ANNEXE 2

Les JUIFS en RUSSIE BOLCHEVIQUE

1917 : Après le triomphe de la révolution Bolchévique et la naissance de l'URSS, les juifs sont considérés comme une minorité religieuse et culturelle, avec la langue, le Yiddish, parlé par plus de 80% des juifs russes.

Les juifs sionistes russes sont majoritaires dans le mouvement sioniste (fondé à la suite du 1^{er} congrès sioniste en 1897).

Le BUND (General Jewish Labor fondé en 1897), avec des sections en Lituanie et en Pologne), se scissionne en 1917 en se séparant de la section polonaise ; tandis que la section russe (majoritaire dans le BUND) se dissout en 1921 dans le Parti Communiste Bolchévique (avec adhésion à titre individuel).

LENINE voit dans l'idée d'un peuple juif spécifique « une idée réactionnaire dans son essence. L'idée du nationalisme juif est en contradiction avec les intérêts des travailleurs juifs, parce qu'elle alimente les idées contre l'intégration et encourage l'esprit du ghetto » LENINE, lors d'un débat avec les défenseurs de l'autonomie culturelle du BUND en 1903, a insisté sur les points suivants :

1/ l'idée d'un peuple juif n'est pas scientifique

2/ le sionisme est l'idée la plus réactionnaire dans le mouvement bourgeois juif

3/ L'hostilité à l'égard des groupes d'origine étrangère dans la population ne peut être éliminée que lorsqu'ils sont intégrés dans la société et les blocs de population et ne restent pas un élément étranger

STALINE, en 1913, dans son livre « Marxisme et la question nationale », réfute l'idée que les juifs constituent une nationalité, et rappelle que les

juifs ne sont unis que par leur religion, tout comme les croyants de toute autre religion.

TROTSKY s'est opposé à l'idée d'une nationalité juive et la fondation d'un Etat juif

Le KOMINTERN, sur proposition de Lénine, a refusé l'adhésion d'un parti communiste juif russe

1928 (28 mars) : le gouvernement soviétique, sous la direction de Staline, décide de fonder une entité juive dénommée « région autonome juive » sur une base socialiste

L'entité voit le jour en 1934 à l'Est de la Russie, sous le nom de BIROBIDJAN

Le gouvernement soviétique a appelé les juifs d'URSS et du monde entier à y aller pour y vivre

Le mouvement sioniste a considéré la proposition comme une expérience mais non comme une alternative à un Etat national juif en Palestine.

ANNEXE 3

POPULATIONS PALESTINIENNE et COLONIALE SIONISTE

Population Palestine 2022 : +2,4% par an et 60% âgés de moins de 29 ans

- **Total :** **10.854.000**
- Cisjordanie occupée en 1967 : 3.188.000
- Bande de Ghazza occupée en 1967 : 2.166.000
- Territoires occupés en 1948 : 1.000.000
- Pays arabes : 4.000.000

- Pays autres (occidentaux) : 500.000

Palestiniens dans les pays arabes : 4.000.000 environ

Jordanie : 3.000.000

Liban : 400.000

Syrie : 400.000

Egypte : 300.000

Population coloniale dans territoires occupés en 1967 (sous administration de l'AP) :

Près de 450.000 colons dont environ 430.000 en Cisjordanie

Population coloniale au sein de l'entité sioniste : +1,5% par an et environ 15% âgés de moins de 29 ans

- environ 7.200.000 (hors « Arabes israéliens »)
- près de 2.000.000 nés à l'étranger dont environ 1.000.000 en ex URSS

Kamel B.
19 novembre 2023

RESISTANCE PALESTINIENNE

LES PRINCIPAUX MOMENTS

Avant 1948

La résistance du peuple palestinien a commencé bien avant 1948. Dès l'arrivée des premiers colons, d'abord sous forme d'actions individuelles puis vers mode de plus en plus organisé. Les paysans arabes attaquent la 1^{ière} colonie établie **1886** en territoire palestinien (Petah Tikva) dans les deux villages de Khadira et d'Al-Malbas.

La révolte de 1920 à Al-Qods est considérée comme la 1^{ière} intifadha en Palestine occupée.

1922 : Plusieurs associations et partis politiques nationalistes sont fondés : Parti de l'Indépendance (hizb al-Istiqlal), Parti Arabe Palestinien (al-hizb al-arabi al-filistini) en vue de mobiliser le peuple palestinien et d'organiser la résistance.

De 1925 à 1930 : plusieurs de groupes de résistance armée sont créés : Jihadiyya, dirigé par Ezzedine al-Qassâm (fondé dans les quartiers populaires de Haïfa), Al-Jihad Al-Muqaddas (dirigé par Abd al-Kader al-Husseini à Al-Quds et Al-Khalil), Al-Kaff Al-Akhdar fondé en 1929 et dirigé par Ahmad Tafish

1935 : la mort de Ezzedine al-Qassâm (lors d'une embuscade tendue par l'armée britannique dans la région Jénine) déclenche **la grande manifestation du 21 novembre 1935 à Haïfa** avec destruction des symboles de la domination britannique et attaques des postes de police.

1936-1939 : le comité national de Nablous lance une grève massive le 20 avril 1936. Elle sera massive, durera 6 mois, et sera accompagnée d'actions armées du groupe Jihadiyyai de Ezzedine Al-Qassâm.

APRES 1948

1957-1959 (10 octobre) : le FATAH (acronyme inversé, HATAF, signifiant « victoire », du nom complet Harakat al-Tahrîr Al-watani al-Falastîni : Mouvement de libération nationale de la Palestine) est fondé au Koweït par Yasser Arafat (1929-2004), Salah Khalaf (1933-1991), Khalil al-Wazir (1935-1988) et d'autres (1^{ière} cellule du Fatah en septembre 1957)

Le mouvement nationaliste a pour objectif de « libérer tout le territoire palestinien de l'entité sioniste ». Le Fatah s'installe dans la Bande de Gaza au début des années 1960.

Ils élaborent deux documents fondateurs - Haykal al-bina al-thawri (Structure de construction révolutionnaire) et Bayan al-haraka (Le Manifeste du mouvement) - et commencent à recruter d'autres militants palestiniens.

1958 : Création officielle du Mouvement nationaliste arabe, MNA (Harakat al-Qawmiyyin al-Arab) autour de Georges Habache et Constantin Zureik. D'orientation nationaliste panarabe et socialiste et séculier, le MNA se déploie dans plusieurs pays arabes et promeut l'anticolonialisme et combat le sionisme.

1963 : Wadie Haddad, un des dirigeants du MNA, prône et développe la militarisation du mouvement pour affronter directement les forces sionistes.

Il organisera de nombreuses opérations de commandos contre des cibles sionistes après 1967.

1964 (31 décembre) : Première action armée de l'aile militaire du FATAH, al-Assifah (la Tempête).

1967 (10 décembre) : Fondation du Front populaire de libération de la Palestine, FPLP (Jabhah al-Shabiyyah li-Taḥrīr Filasṭīn).

Sous la direction de Georges Habache (1926-2008), Ahmed Jibril (1938-2021), Wadie Haddad (1927-1978), Ghassan Kanafani (1936-1972), le FPLP considère la lutte palestinienne comme une lutte contre l'impérialisme occidental et les régimes réactionnaires arabes, ennemis de la nation arabe. **Sa branche militaire se nomme Brigades Abou Ali Mustapha.**

1968 (21 mars) : Bataille de Karameh

La résistance légendaire des fedayin palestiniens à l'attaque d'envergure de l'armée sioniste contre le camp de Karameh en Jordanie (considérée comme le repaire du FATAH) est qualifiée de « *bataille de la dignité retrouvée* ».

Malgré de lourdes pertes, les fedayin contraignent les forces sionistes (6.500 hommes soutenus par l'aviation, les blindés et l'artillerie).

1968 (24 avril) : Ahmed Jibril scissionne du FPLP et forme le FPLP-Commandement Général (al-jabha al-shabiyya li-tahrīr Filasṭīn - al-Qiyāda al-Āmma).

1969 (22 février) : Formation du Front populaire démocratique pour la libération de la Palestine (FDPLP), né également d'une scission du FPLP. Son nom sera changé en 1974 en **Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP)** (al-Jabha al-Dīmūqrāṭiyya li-Taḥrīr Filasṭīn). Il est dirigé par Nayef Hawatmeh et Yasser Abed Rabbo.

1969 (29 août) : Détournement sur Damas d'un vol Rome-Tel Aviv par des militants du FPLP, Leïla Khaled et Salim Issaoui.

1970 (6-9 septembre) : en réaction au plan Rogers (favorable à l'entité sioniste), le FPLP détourne trois avions. Ses commandos les font atterrir à Zarka (au nord d'Amman) et les détruisent le 12 septembre, après avoir évacué les passagers.

1970 (17-27 septembre) : Septembre noir

Les fedayin palestiniens affrontent l'armée jordanienne qui bénéficie du soutien des États-Unis et de l'entité sioniste. Au bout de dix jours de pilonnage d'artillerie, les camps sont rasés. Les Palestiniens comptent des milliers de martyrs. Le « nettoyage » de la Jordanie reprendra en juillet 1971, date à laquelle Arafat et les fedayin sont expulsés de Jordanie et trouvent refuge au Liban.

1971 : L'organisation spéciale du FPLP en Europe (« Septembre Noir ») organise l'explosion d'une raffinerie de pétrole à Rotterdam.

L'un des dirigeants de cette organisation clandestine est le militant nationaliste algérien, Mohamed Boudia (qui sera assassiné par le MOSSAD en 1973 à Paris).

1972 (5-6 septembre) : Opération commando à Munich

Un commando de fedayin de Septembre Noir prend en otage des athlètes « israéliens » participant aux jeux olympiques de Munich. Il réclame la libération de 234 prisonniers palestiniens qui sont emprisonnés dans les geôles sionistes. Les otages et cinq des huit membres du commando sont tués lors d'une fusillade avec la police ouest-allemande.

1974 (10 octobre) : Création du Front du Refus

Le FPLP, le FPLP-CG, le FDLP et d'autres organisations quittent l'OLP en opposition à la nouvelle stratégie de l'OLP adoptée par le 12^e CNP.

1976 (1^{er} janvier-6 mars) : Manifestations des Palestiniens de 1948 contre le « Plan de développement de la Galilée »

Les habitants de villes et villages arabes de Kafr Qassem, Arraba, Sakhnin, Deir Hanna, al-Rina, al-Makr, Tamra, ... protestent contre la confiscation de leurs terres

Le 30 mars 1976 : les Palestiniens de 1948 déclenchent une grève générale contre la confiscation de terres en Galilée.

L'appel a été lancé par le Comité pour la défense des terres arabes. La police et l'armée sioniste répriment la grève, devenue révolte. Six

Palestiniens de 1948 sont tués. Plus de 100 personnes sont blessées et des centaines sont arrêtées.

Des grèves et des manifestations ont également lieu dans la bande de Ghazza, en Cisjordanie et dans les camps palestiniens au Liban.

Le 30 mars sera décrété **Journée de la Terre** (Yom al-Ard) et sera commémoré chaque année par des manifestations et des mobilisations populaires.

1978 (11 mars) : Opération de guérilla du FATAH

Un commando de fedayin dirigé par celle qui deviendra une héroïne nationale, Dalal al-Mughrabi, débarque près de Tel Aviv et se bat avec les forces sionistes. 36 sionistes et 8 fedayin, dont la martyre Dalal.

1982 : les Fractions Armées de la Résistance Libanaise (FARL, l'un des fondateurs est Georges Ibrahim Abdellah) revendiquent (après l'invasion du Sud-Liban) les exécutions à Paris du colonel étasunien Charles Ray et du secrétaire à l'ambassade d'Israël Yakov Barsimantov. Accusé, à tort et sans preuves, de ces assassinats, Georges Ibrahim Abdellah entame sa 40^{ème} année en prison en France.

1984 : le Mouvement du Jihad Islamique en Palestine (Harakat al-Jihad al-Islami fi Filastīn), plus connu sous le nom de **Jihad islamique palestinien, est créé à Ghazza en 1981.**

Formé d'abord en Egypte par des Frères musulmans, il se définit comme une « organisation nationaliste islamique et un mouvement de libération ».

Les Brigades Al-Qods forment sa branche armée.

Le 4 octobre 1985, le JIP revendique l'exécution de William Buckley, chef de l'antenne de la CIA à Beyrouth, et en août 1987 la fusillade qui a tué le commandant de la police militaire israélienne dans la bande de Gaza. En 2002, c'est le chef local du JIP qui dirigera la résistance palestinienne lors de la bataille de Jénine.

1985 (25 mars) : Formation du Front palestinien de salut national

FPLP-CG, SAÏQA, FATAH-Intifada, FPPL, FLP et FPLP annoncent, à Damas, la formation du Front palestinien de salut national.

Le Front déclare qu'il n'est pas une alternative à l'OLP mais veut lutter contre le déviationnisme d'Arafat et prône le renforcement de l'alliance avec la Syrie.

1987 (25 mars-13 avril) : les prisonniers palestiniens, partie intégrante de la résistance palestinienne, déclenchent une grève de la faim pour protester contre leurs conditions de détention. Certaines de leurs revendications seront satisfaites par l'administration pénitentiaire.

1987 décembre 1987 : Intifadha appelée Révolte des Pierres

Partie du camp de Jabalya, elle s'étendra à l'ensemble des territoires occupés et durera 4 ans.

1987 (14 décembre) : le HAMAS, acronyme de Harakat al-muqâwama al-islâmiya), issu des Frères musulmans, s'implanté à Ghazza et publie sa Charte le 18 août 1988.

Il créera sa branche militaire en 1992 sous le nom de **Brigades Izz al-Din al-Qassam**.

1988 (8 janvier) : Un Commandement national unifié (CNU) de l'Intifada est lancé par le Fatah et le FDLP.

Le CNU coordonne ses actions avec le Jihad islamique à Ghazza.

Il sera rejoint rapidement par le FPLP ainsi que le PCP (en mars).

2002 (2 au 12 avril) : l'armée sioniste attaque le camp de Jénine (1 km², appelée « nid de guêpes » ou « citadelle des terroristes ») qui résiste héroïquement.

2021 (septembre) : Opération « Tunnel de la Liberté » (évasion de la prison de haute sécurité de Gilboa)

Décembre 2021 : Bataille de Saïf Al-Quds

2022 (août) : création de « La fosse aux Lions » (à Jabel al Nar) qui organise des actions armées offensives contre les soldats sionistes.

2022 : action héroïque de Uday al Tamimi qui affronte seul des soldats sionistes.

Mise en place de « **La Salle commune de commandement** » trans-partisane pour coordonner les actions militaires des différentes factions armées :

1. Brigades Azzeddine El Qassem du HAMAS
2. Brigades de Jérusalem et Saraya du JIHAD ISLAMIQUE
3. Brigades Abou Ali Moustafa du FPLP
4. Brigades El Aqsa du FATAH
5. Brigades de résistance nationale palestinienne du FDPLP
6. « La Fosse aux Lions » organisation armée trans-partisane (fondée en 2022)

Kamel B.

7 novembre 2023

Sommaire

EDITORIAL

- Le rôle clarificateur de la guerre d'octobre 2023.....**03**
- Déluge d'El Aqsa : Une contribution à la relance effective et déterminante du mouvement de libération national Palestinien.....**07**
- Cause palestinienne Rencontre de solidarité à Alger.....**11**

DOSSIER : LE PEUPLE PALESTINIEN PEUT-IL SE LIBERER ?

- Éléments de stratégie.....**12**
- Guerre d'octobre 2023 : Une avancée stratégique majeure.....**14**
- Libération de la Palestine : Stratégies révolutionnaires Passée et présente.....**29**
- Stratégie révolutionnaire de libération de la Palestine L'apport des partisans du socialisme.....**39**

HISTOIRE : COLONISATION DE LA PALESTINE

- Chronologie.....**55**
- La colonisation de la Palestine : Invariants, spécificités et... centralité dans la lutte anti-impérialiste mondiale.....**73**
- Résistance palestinienne : Les principaux moments.....**92**

- **SOMMAIRE**.....**99**